

VOLUME 41, NUMÉRO 1

2012

Bulletin

BIBLIOTHÈQUE DE L'ASSEMBLÉE NATIONALE

LE MARCHÉ SAINTE-ANNE :
un lieu historique d'une
importance capitale à Montréal

p. 15



/////////
Raoul Hunter,
le caricaturiste

p. 5

/////////
Le vote libre dans un
parlement de type
Westminster

p. 21

/////////
Le gouverneur
Dalhousie au miroir de
sa bibliothèque

p. 30



ASSEMBLÉE NATIONALE
QUÉBEC

Place aux citoyens

Coordination

Pierre Skilling

Comité de rédaction

Jacques Gagnon

Frédéric Lemieux

Martin Rochefort

Pierre Skilling

**Soutien à la coordination
et révision linguistique**

Geneviève Court

Danielle Simard

Conception graphique

Manon Paré

(Direction des communications)

Isabelle Jacques

(Graphiste externe)

Mise en page

Louise Williams

(Direction des communications)

Impression

Division de la reprographie

et de l'imprimerie

de l'Assemblée nationale

Adresse

Bulletin de la Bibliothèque
de l'Assemblée nationale

Édifice Jean-Antoine-Panet

1020, rue des Parlementaires

5^e étage, bureau 5.01

Québec (Québec) G1A 1A3

bulletin@assnat.qc.ca

www.assnat.qc.ca/fr/bibliotheque/

publications/Bulletin

418 643-4567

Photo de couverture

L'incendie du parlement à Montréal. Huile sur
bois de Joseph Légaré, vers 1849.

Musée McCord, Montréal

Les idées exprimées dans les articles
n'engagent que leur auteur.
La reproduction des articles est permise
avec la mention de la source.

Dépôt légal – 2012
Bibliothèque et Archives nationales du Québec
ISSN 0701-6808



Sommaire



Raoul Hunter,
le caricaturiste

p. 5



Le gouverneur Dalhousie
au miroir de sa bibliothèque

p. 30



Les essais des boursiers
de la Fondation
Jean-Charles-Bonenfant

p. 35

4 Avant-propos

Le comité de rédaction

5 Raoul Hunter, le caricaturiste

Pierre Skilling

15 Le marché Saint-Anne : un lieu historique d'une importance capitale à Montréal

*Francis Lamothe, Louise Pothier et
Chantal Vignola*

21 Le vote libre dans un parlement de type Westminster

André Grenier

26 Le volet parlementaire de la Loi sur l'administration publique

Martin Rochefort

30 Le gouverneur Dalhousie au miroir de sa bibliothèque

Gilles Gallichan

35 Les essais des boursiers de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Christian Blais

37 Changements à la direction de la Bibliothèque et au Service de la recherche

39 Acquisitions récentes

41 Vote libre dans les parlements : bibliographie sélective

Claudette Robillard

43 Brèves



Avant-propos

Vous aurez certainement remarqué que cette édition du *Bulletin* inaugure une nouvelle présentation visuelle. Cette métamorphose permet d'apprécier tout le chemin parcouru depuis 1970, année où naissait le *Bulletin* sous la forme d'un simple feuillet dactylographié. Cette redéfinition permet notamment d'illustrer les articles de façon plus dynamique grâce aux possibilités infinies offertes par les logiciels de graphisme et de mise en page.

Pour bien marquer ce renouveau visuel, il est fort à propos d'ouvrir ce numéro par une entrevue réalisée avec un maître en la matière, le caricaturiste et sculpteur Raoul Hunter. Il fut à l'emploi du quotidien *Le Soleil* pendant 33 ans, et son œuvre est un précieux témoignage de notre histoire politique de la fin des années 1950 jusqu'en 1989. Ce premier de deux articles vous fera découvrir le métier et le parcours d'un caricaturiste qui fut l'un des meilleurs de sa génération.

Montréal fut le siège du gouvernement du Canada-Uni de 1844 à 1849, année où des émeutiers incendient le parlement. Le site de cet édifice, redécouvert depuis peu, est l'objet d'un projet de mise en valeur par l'équipe du Musée de Pointe-à-Callière. Parmi ses membres, Francis Lamothe, Louise Pothier et Chantal Vignola retracent l'histoire de ce site et décrivent les découvertes et les travaux menés sur ce chantier de fouilles archéologiques.

En mai 2011, Pauline Marois, alors chef de l'opposition officielle, a permis la tenue d'un « vote libre » au sein de son parti à propos d'un projet de loi privé controversé. Si cette pratique est peu fréquente à l'Assemblée nationale du Québec, elle a cours dans d'autres assemblées parlementaires de tradition britannique. Le politologue André Grenier, du Service de la recherche, fait un tour d'horizon de cette pratique.

Martin Rochefort, directeur du Service de la recherche jusqu'en 2011, nous propose sa réflexion sur les relations entre l'Administration et le législatif depuis l'adoption, en 2000, de la Loi sur l'administration publique.

En 2010, la Bibliothèque de l'Assemblée nationale a acquis un fac-similé très rare du catalogue de la bibliothèque personnelle de George Ramsay, comte de Dalhousie, alors qu'il était gouverneur du Bas-Canada (1820-1828). L'historien Gilles Gallichan jette un regard sur cette impressionnante collection de plus de 600 ouvrages et nous fait entrer dans l'intimité intellectuelle de cet aristocrate écossais, somme toute personnage peu connu, qui tint d'une main de fer les rênes de l'administration du Bas-Canada.

Suivent un aperçu des essais rédigés par la cohorte 2011-2012 des stagiaires de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant et la chronique des acquisitions récentes de l'Assemblée nationale en matière d'archives et d'objets patrimoniaux.

Bonne lecture!

Le comité de rédaction

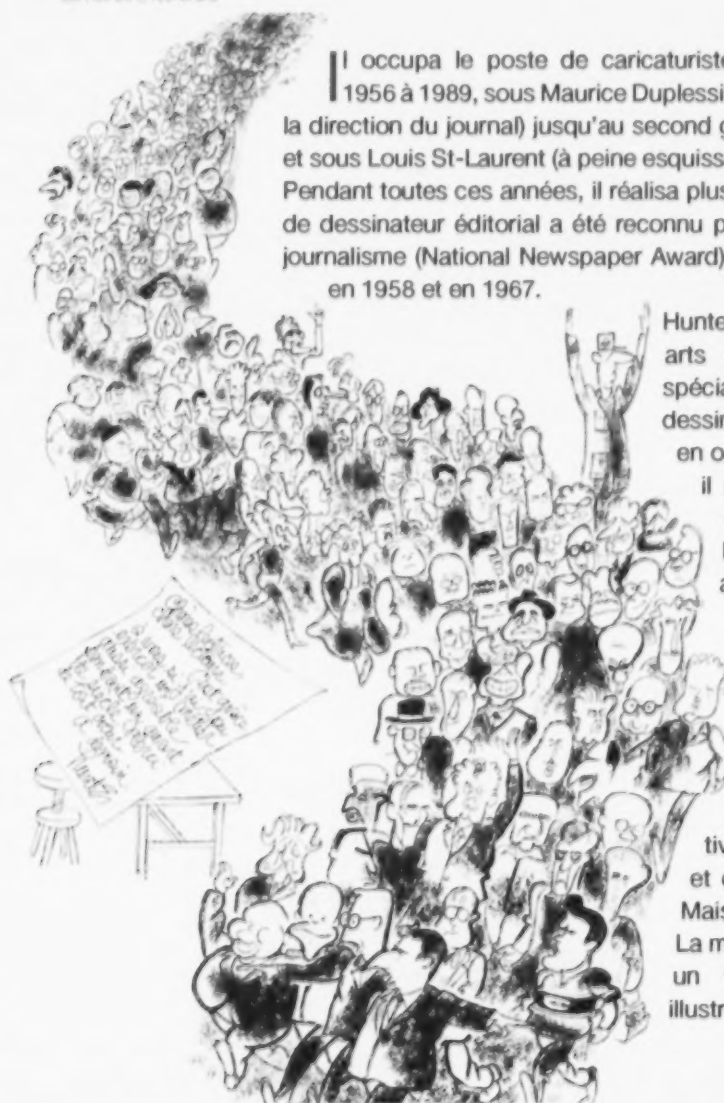
Raoul Hunter, le caricaturiste

Premier de deux articles¹

Né en 1926 à Saint-Cyrille-de-Lessard, dans le comté de l'Islet², région de la Chaudière-Appalaches, où il vit toujours, Raoul Hunter fut le premier véritable caricaturiste « en résidence » du quotidien *Le Soleil*. Le *Bulletin* l'a rencontré afin de l'interroger autant sur son parcours artistique et journalistique que pour discuter de son métier et de sa vision du monde politique.

Pierre Skilling

Service de la recherche



Il occupa le poste de caricaturiste au *Soleil* pendant 33 ans : de 1956 à 1989, sous Maurice Duplessis (qu'il a très peu dessiné, freiné par la direction du journal) jusqu'au second gouvernement de Robert Bourassa et sous Louis St-Laurent (à peine esquissé, lui aussi) jusqu'à Brian Mulroney. Pendant toutes ces années, il réalisa plus de 10 000 caricatures! Son travail de dessinateur éditorial a été reconnu par le prestigieux Prix canadien du journalisme (National Newspaper Award), qu'il s'est vu décerner deux fois, en 1958 et en 1967.

Hunter est diplômé de l'École des beaux-arts de Québec en arts décoratifs, spécialité sculpture, et en professorat de dessin. Une bourse d'études lui permit en outre de faire un séjour à Paris d'où il revint avec un diplôme d'histoire de l'art de l'École du Louvre. Professeur à l'École des beaux-arts de Québec jusqu'en 1969, il obtint ses premières commandes de sculptures dans les années 1960, avec, entre autres, le *Champlain* de la façade de l'hôtel du Parlement de Québec.

En 2010, une exposition rétrospective de sa carrière de dessinateur et de sculpteur a été présentée à la Maison Hamel-Bruneau à Québec³. La même année, son fils Denis a publié un très beau livre, abondamment illustré, sur sa vie et son œuvre⁴.

²⁵ anniversaire de carrière au *Soleil*, 26 novembre 1981. Voir en page 14 les noms des personnages représentés.

Collection Denis Hunter



Hunter à sa table à dessin en 1979.

Photo : *Le Soleil*

Dans le premier volet de cet entretien, il nous parle de caricature et du travail de dessinateur pour la presse. Dans un prochain numéro du *Bulletin*, nous publierons le second volet de cette entrevue exceptionnelle, consacré surtout à son travail de sculpteur.

L'ART DE LA CARICATURE ET LE MÉTIER DE CARICATURISTE

Le Bulletin – Vous avez bien connu Robert LaPalme⁵. Vous a-t-il inspiré comme caricaturiste?

Raoul Hunter – Dans le temps, quand j'ai vu les premières œuvres de LaPalme, il travaillait pour *L'Action catholique*. Il a aussi été bibliothécaire à l'École des beaux-arts. Un peu plus tard, *Le Soleil* avait organisé un concours de dessin pour les jeunes lecteurs. Ils choisissaient dix dessins chaque semaine. J'ai envoyé mon dessin et j'ai gagné un prix. Les juges étaient Robert LaPalme, Jean-Paul Lemieux et Gérard Morisset du Musée du Québec⁶. Tous des gens que j'ai revus beaucoup plus tard.

Vous êtes un artiste, à la fois sculpteur et dessinateur, et même peintre à vos heures. Mais à l'origine, vous n'aviez pas prévu être caricaturiste, n'est-ce pas?

Je ne pouvais pas avoir cette ambition-là, parce que pour être caricaturiste il faut travailler pour un journal. Alors, écoutez, quand j'étais à l'École des beaux-arts, même au collège, j'en faisais beaucoup pour me payer la tête des profs. Mais disons que je ne pouvais pas en faire une profession parce que je n'avais pas de journal. Cela a commencé « tout à coup », si je peux dire. J'étais professeur à ce moment-là. Le directeur de l'École des beaux-arts, M. Soucy, nous avait annoncé que *Le Soleil* se cherchait un caricaturiste. Le directeur nous avait demandé de diffuser cette annonce auprès de nos élèves. C'est ce que j'ai fait. En résumé, personne ne s'est présenté, alors quand j'ai vu cela, je me [suis présenté] et puis j'ai été engagé 15 jours plus tard. Cela a duré 33 ans. Tous les jours. Ça fait du monde, ça.

Vous avez regretté d'avoir quitté ce poste?

J'avais trop de sculptures en retard et je passais trop de temps au journal, alors je leur avais demandé un congé pour quelques mois.

Et puis non, non, on m'a dit comme réponse que les lecteurs étaient habitués à moi et que cela dérangerait. « Dans ce cas-là, vous ne me donnez pas le choix, je vous quitte et cela commence à l'instant! » Quand j'ai annoncé cela au rédacteur en chef, il a failli tomber en bas de sa chaise. C'est, je pense, une des mauvaises décisions que j'ai prises dans ma vie. Dieu que je me suis ennuyé du journal! Une fois que les sculptures ont été faites, qu'est-ce que [j'allais faire] maintenant? La place était prise. Ah! que je l'ai regretté!

Un peu plus tard, *Le Journal de Québec* m'a engagé. Ça n'a pas duré longtemps, deux ans et demi, peut-être. C'était vraiment une mauvaise formule. C'était une page entière chaque fin de semaine, et les caricatures résumaient la semaine. Ça n'avait aucun sens : la caricature du lundi, rendu au samedi elle n'était plus d'actualité. Ce n'était pas un journal pour moi, et je n'étais pas le genre de caricaturiste qu'ils voulaient.

Au début de votre carrière de caricaturiste, vous a-t-on demandé de ménager certaines personnalités?

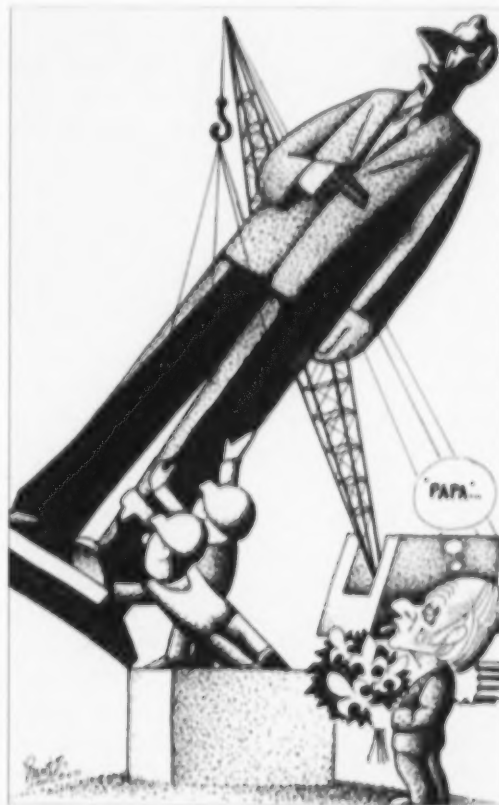
Dans le temps, le colonel Gilbert⁷ était le propriétaire du journal. Il aspirait à être nommé au Sénat. Quand on a tout, on cherche des histoires comme celle-là! Alors, il m'avait fait venir dans son bureau et puis il m'avait dit : « Pas de caricature contre la reine! » Je lui ai dit : « Je ne savais pas que la reine était abonnée au *Soleil*! » Ça a désamorcé un petit peu la bombe. J'avais conté cela à un de ses fils qui était avocat, et il m'a dit : « On te paye pour faire des caricatures, fais-en, ne t'occupe pas des autres! » Un peu plus tard, comme ça ne marchait pas à Ottawa, [M. Gilbert] s'est essayé du côté de Québec pour être conseiller législatif. Là, il m'avait dit : « Pas de caricature contre Duplessis! » C'est pour cela que j'en ai fait si peu sur Duplessis. Je pense qu'il y en a eu une ou deux au maximum.

Plusieurs années plus tard, quand il y a eu, par exemple, la crise d'Octobre, là, j'ai reçu des

menaces de me faire casser les bras par ceux qui étaient plus catholiques que le pape. Cette période-là a été assez difficile.

À cause de la caricature montrant le général de Gaulle baissant les bras devant le cortège funèbre de Pierre Laporte, entre autres?

Celle-là n'a pas été appréciée! Parce que dans la salle de rédaction, pour moi, à 90 %, c'étaient des péquistes. Ça les regarde bien, ce n'est pas mon affaire. Moi, je n'étais pas péquiste ni libéral; alors, je voulais avoir une liberté d'esprit, de pensée. Alors quand je faisais ça, je ne visais personne en particulier. Pierre Laporte est même venu chez moi pour choisir des caricatures pour *Lesage*. Ce n'était



Freiné par ses supérieurs, Hunter a peu dessiné Maurice Duplessis au moment de la « Grande noirceur ». Le 18 juin 1977, il souligne toutefois l'inauguration prochaine de sa statue dans les jardins de l'Assemblée nationale.

BAnQ-Québec, P716, P77-06-10



20 octobre 1970. En pleine crise d'Octobre, ce dessin suscitait la fureur d'une quarantaine de collègues journalistes contre Hunter.

BAnQ-Québec, P716, P70-10-20

pas tout à fait un ennemi, loin de là! Je ne me suis jamais pris pour le défenseur des victimes de l'oppression. Voilà!

En général, la carrière s'est assez bien déroulée, sauf avec le dernier rédacteur en chef. Il voulait me mettre au pas, m'aligner sur lui, puis me diriger. Il s'était trompé de bonhomme. Alors, avec lui cela a été pénible. Il voulait me faire mettre dehors tout simplement. J'ai eu le bonheur d'être en poste le jour où il est parti. Il a été remplacé par Jean-Jacques Samson qu'on voit au *Journal de Québec*. Avec lui je me serais tellement bien entendu. Mais il ne comprenait pas pourquoi je m'en allais, il venait juste, tout juste d'arriver. C'est comme ça.

Avez-vous eu quand même suffisamment de liberté d'expression dans votre carrière?

Non. C'est-à-dire que je ne savais pas toujours quoi faire, mais je savais toujours quoi ne pas faire. Attaquer le clergé? Ça, non! Sauf pour rire de situations comme avec l'Armée de Marie⁸, des choses comme cela. Non, des affaires vicieuses, des choses de vie privée que je connaissais autant que les autres, non je ne mange pas de ce pain-là. Alors quand on prend certaines précautions pour éviter des gestes inutiles, ça aide beaucoup à passer à travers.

Une fois ça a bardé. Bon sang! J'arrive au *Soleil* le vendredi matin pour faire la caricature du samedi. Il n'y avait pas de rédacteur en chef à ce moment-là. Les journalistes arrêtaient de travailler le jeudi, il n'y avait personne au *Soleil*. Moi, j'arrivais pareil parce que c'était tranquille. Celui qui censurait mes caricatures n'était pas là. Ben, j'ai dit : « Je vais être obligé de me censurer moi-même! » C'était l'incident de Charron, qui avait été faussement accusé d'avoir utilisé le matériel électronique pour tourner des films pornos. Faussement! Alors moi, j'avais fait le député, l'ancien ministre de la Justice de Chicoutimi Marc-André Bédard qui l'avait défendu, avec raison! Bédard, tenait le petit Charron, un bébé, il le tenait par les pattes, le poudrait, le lavait, puis je faisais dire à Bédard : « Un bébé net est un bébé gai. » Le soir même, c'était la distribution des montres pour les quarts de siècle, et ce soir-là, j'avais reçu la mienne. Le président du *Soleil* était là. Il dit : « M. Hunter, il n'aurait pas fallu que vous alliez beaucoup plus loin! » Il a été assez gentil pour le faire en privé. Mais c'est quand le rédacteur a vu [la caricature] dans le journal, lui, il ne l'avait pas censurée. C'est lui qui s'est fait prendre les culottes baissées, il n'était pas à son poste! Il a « mangé une gratte », puis moi aussi! Je ris bien de cela maintenant.

Ce que je n'ai jamais enregistré, ce sont les téléphones d'injures. Il y en avait des vertes puis des pas mûres là-dedans.

Avez-vous déjà reçu des menaces de poursuite en justice?

Plusieurs se sont essayés, alors c'est le rédacteur en chef qui réglait ça, quand ça se réglait. Il disait : « Amenez-le en cour, mais je vous avertis : il sait se défendre! » Ça n'allait pas très loin. C'est comme Normand Hudon, à Montréal, Jos-Marie Savignac⁹ voulait le trainer en cour. C'est la dernière chose à faire avec un caricaturiste. Ils doivent bien savoir que le lendemain, [ce sont eux] qui passent à la caisse. C'est arrivé en Colombie-Britannique. Le caricaturiste avait fait une caricature sur le ministre Vander Zalm. Il a été trainé en cour¹⁰.

La principale barrière à la liberté d'expression du caricaturiste, à votre avis, est-ce que c'est la direction du journal, les cours de justice, le public...?

Évidemment, chaque caricature était approuvée ou refusée par le journal. Bon! Alors, certains refus me choquaient. Mais très souvent, six mois plus tard, je me disais : « Bon sang qu'il m'a rendu service! » Je voyais cela sous un autre angle. Ils m'ont rendu service en m'évitant une bêtise.

Vous vous souvenez de l'abbé O'Neill¹¹? Je faisais souvent des caricatures sur l'abbé O'Neill. Mais je ne savais pas qu'il s'était défroqué. Cela ne me regardait pas, ni personne! Je dessinais l'abbé O'Neill en soutane tout le temps. Ce que j'ignorais, c'est que sa pauvre mère les voyait ces caricatures et qu'elle voulait mourir chaque fois. C'est beaucoup plus tard que j'ai su cela. Enfin, j'en ai blessé des gens, mais jamais volontairement.

Être caricaturiste dans un grand quotidien de Québec, où se trouve l'Assemblée nationale, peut-on dire que c'est un avantage pour observer la vie politique québécoise?

Certainement. D'abord, les ministres, c'est surtout eux qui font la politique. Il y a toujours quelque part un ministre à la traîne, soit dans

un cocktail ou une assemblée. Mieux que ça encore, on peut aller au parlement même, dans la loge des journalistes. On les voit en activité.

Avez-vous souvent représenté l'édifice du Parlement dans vos dessins?

Oui. Je trouvais qu'il y avait beaucoup de fenêtres! Du moment qu'on pouvait le reconnaître, j'arrêtais là. Alors qu'un caricaturiste de Toronto aurait fait non seulement les fenêtres, mais aussi les carreaux. Le style est très différent. Le style des Québécois est complètement différent. Le dessin est souvent plus léger, c'est moins détaillé. Le style anglais ou américain est plus lourd, plus compliqué. Duncan Macpherson du *Toronto Star* était un champion de ce style. Il gagnait tout le temps le grand prix du journalisme. Mais il y a toujours bien deux fois où il ne l'a pas gagné et que c'est moi qui l'ai eu!



3 avril 1958. John Diefenbaker fait élire 50 députés au Québec. Prix du journalisme canadien, 1958.

BAnQ-Québec, P716, P58-04-03



JOHNSON: "COMME DIRAIT CHURCHILL, ÇA COMMENCE À PESER..."

30 novembre 1967. L'intérêt du président de Gaulle (représenté par la croix de Lorraine) pour le Québec commence « à peser » pour le premier ministre Johnson. Prix du journalisme canadien, 1967.

BAnQ-Québec, P716, P67-11-30

Donc, nous sommes dans une tradition plus proche de la France?

Oui, je pense. On n'est pas vraiment un mélange des deux traditions. On est vraiment plus influencé par les Français.

C'est en 1958 et en 1967 que vous avez remporté le prix du Concours canadien de journalisme. Le dessin de 1958 s'intitule *La traditionnelle fécondité québécoise*. Diefenbaker avait fait élire 50 députés au Québec.

J'aime cette caricature. D'abord, parce que cela rappelle que j'ai gagné un prix! Et puis, c'était un style très, très « dépouillé ». C'est fait avec un gros crayon et ça obligeait à faire beaucoup plus simple. Il faut que cela ait l'air un peu spontané. Parfois, quand je regarde les caricatures de Chapleau, c'est magnifiquement dessiné, mais on se dit : « Quel temps fou! » Ce n'est pas spontané vous savez. Non, j'aimais mieux Girerd à *La Presse*. C'était spontané. Du moins, cela paraissait ainsi.

Parlez-moi du dessin qui vous a valu une deuxième fois le Prix canadien du journalisme, en 1967.

Ce fut une grosse année parce que c'était la visite de Charles de Gaulle au Québec. Évidemment, ça réfère à cet événement. Mais cette idée de faire porter la croix de Lorraine par Johnson a été reprise par plusieurs caricaturistes. C'est bon signe!

Au quotidien, vous arriviez avec une idée lors d'une réunion de l'équipe éditoriale? De quelle façon cela fonctionnait-il au *Soleil*?

Au tout début, je ne dépendais que du rédacteur en chef, Raymond Dubé. Même que je partageais son bureau, derrière la porte, un petit coin. Et pour monsieur Dubé, qui était la gentillesse même, c'était toujours trop violent. Alors, j'ai appris malgré moi à être trop prudent et je pense que cela m'a nui un peu. Il y a des caricatures qui, pour moi, me paraissaient très présentables, et qu'il n'acceptait pas. Alors, j'en faisais d'autres.

Plus tard, il est parti, ils ont fait des aménagements au journal et j'ai eu mon bureau à moi, un beau grand bureau, parfait. Et à telle heure, tous les matins, les éditorialistes, le caricaturiste et le rédacteur en chef se réunissaient dans le bureau du rédacteur en chef. On parlait de l'actualité. L'un disait : « Moi, je vais écrire aujourd'hui sur tel sujet, les autres, n'y touchez pas! » Et un autre, ainsi de suite, on faisait le tour de l'assemblée. Quand venait mon tour, je disais : « Je vais traiter de tel sujet. » Mais très souvent, les éditorialistes auraient voulu que la caricature se rapporte à leur éditorial. Non, je leur disais : « Ça ne marche pas cette affaire-là! Je ne suis pas un illustrateur, je suis un caricaturiste! » Alors, ça s'est réglé par le fait même. Ils savaient très bien que la première chose que le lecteur regardait, c'était la caricature. Alors, si cela illustrait un article, forcément ils savaient que l'article était quasiment lu d'avance.

Jetez-vous toujours un œil sur les caricatures quotidiennes du *Soleil*?

Celles de Côté, bien sûr! Je suis un inconditionnel. Tout jeune, il venait voir son père, qui travaillait au *Soleil*, mais c'était aussi un prétexte pour venir me voir. Il m'apportait des dessins, et on regardait ça ensemble. Mais j'avoue que mon caricaturiste préféré, actuellement, c'est Garnotte, du *Devoir*.

Considérez-vous que le rôle du caricaturiste éditorial est quelque chose d'important dans une démocratie parlementaire comme la nôtre?

C'est très important. *Le Soleil* a déjà fait une enquête où il demandait aux lecteurs ce qu'ils lisaient d'abord dans le journal, et c'est la caricature qui venait en premier. Évidemment, les gens n'ont pas toujours dix minutes pour lire un éditorial pompeux, mais ils ont toujours cinq secondes pour regarder une caricature. Mais je ne crois pas du tout avoir influencé la démarche d'un premier ministre. Je n'en demande pas tant!

LE CARICATURISTE ET LES POLITICIENS

Parlez-moi de vos relations avec vos « victimes » du monde politique.

Oui, les politiciens savent très bien que s'ils nous écorchent, les caricaturistes, ils vont payer pour!

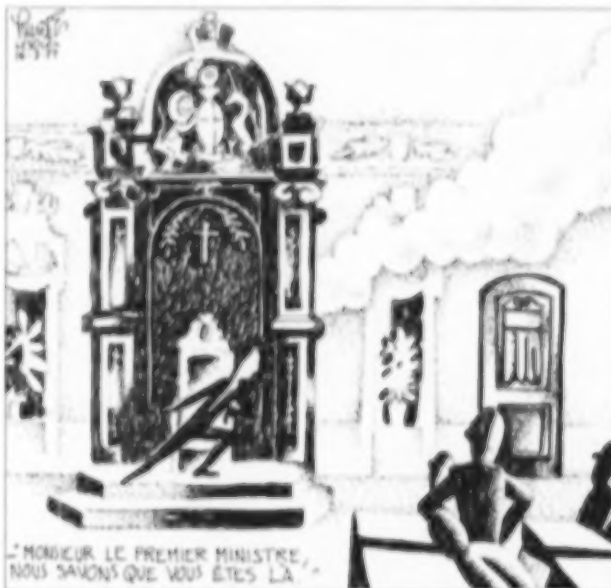
Une fois, j'ai rencontré Jean-Noël Tremblay¹², que je caricaturais assez souvent. Il était assez coloré. Alors, je l'avais rencontré, puis il me dit : « On me dit que c'est vous qui, parfois, me caricaturez? » J'ai dit : « Oui, Monsieur le Ministre, mais si cela peut vous consoler, je ne caricature jamais les imbéciles ». On s'en tire du mieux qu'on peut.

En général, les politiciens sont-ils plutôt flattés de se faire dessiner?

Pour eux, la caricature, c'est un grand honneur. Quelqu'un qui n'est jamais caricaturé, ou bien il ne fait rien, ou bien il travaille en silence.

Une que j'aimais bien, c'était Louise Beaudoin. Quand elle était plus jeune, elle était mignonne comme tout. Alors une fois on s'était parlé au téléphone, et puis j'ai dit : « Cela fait assez longtemps, assez de fois que je vous caricature. J'ai une image faussée de votre visage. Il me semble qu'une bonne photo de vous remplacerait les choses. » Par le courrier, j'ai reçu une belle photo en couleur.

Une petite aventure, peut-être. La gouverneure générale du Canada, Jeanne Sauvé, était allée en France. Mitterrand était président et Chirac, premier ministre. Il y avait un contentieux dans le golfe sur la pêche. Puis, les relations canado-françaises étaient pas mal au plus bas, et M^{me} Sauvé va en France à ce moment-là. Ils l'ont reçue comme deux polissons. Alors, moi, j'ai fait une caricature



16 mars 1977. Comme il est interdit de fumer en Chambre, le nouveau premier ministre du Québec grille une dernière cigarette avant d'aller siéger.

BAnQ-Québec, P716



pour défendre la gouverneure générale du Canada. Je n'ai pas eu beaucoup de réactions. Le téléphone sonne : c'était la secrétaire de M^{me} Sauvé. Elle me dit : « M^{me} Sauvé voudrait savoir si vous consentiriez à lui vendre l'original de cette caricature-là. » J'ai dit : « Non. Ce n'est pas tous les jours que j'ai l'occasion de faire un cadeau à la gouverneure générale du Canada. » Alors, je lui ai envoyée, et elle m'a remercié par une magnifique photo!

Robert Bourassa, 1985.
Collection Denis Hunter

Un premier ministre vous a déjà rendu visite au *Soleil*.

Oui. Bourassa, quand il a su que je m'en allais du *Soleil*, gentiment, il est venu me souhaiter bonne chance. Quand je suis allé dîner cette journée-là, un des « hauts fonctionnaires » du journal a dit : « Vous allez avoir la visite du premier ministre cet après-midi. » « Ah! oui, je lui dis, pourquoi? » « Vous lui demanderez! » Je retourne à ma table de travail. Tout à coup, j'entends marcher dans le corridor. C'était Bourassa qui arrivait avec sa suite, la télé et tout le kit! Alors, il dit : « Quelle impression cela vous fait-il de voir le premier ministre dans votre bureau? » Bien, j'ai dit : « J'ai la même impression qu'Agca, qui a tiré sur le pape, quand il a vu le pape dans sa cellule. »

Et Mulroney, lui, m'avait téléphoné d'Ottawa, quand il a su que je m'en allais. Il y a des gens civilisés encore. Il m'a souhaité bonne chance et ainsi de suite. C'est une petite consolation.

À certaines époques, il semble se développer une rivalité entre un caricaturiste et un premier ministre. On l'a vu, par exemple, entre Robert

LaPalme, lorsqu'il était au *Devoir*, et le premier ministre Duplessis, ou entre Henri Julien, au *Montreal Star*, et Wilfrid Laurier¹³. Pourrait-on dire qu'il s'est passé quelque chose de semblable entre Raoul Hunter et un premier ministre comme René Lévesque?

René Lévesque était très actif en politique, il était original et tout. Il prêtait le flanc à la critique, parfois cela pouvait être constructif. Il avait de l'esprit et il était capable de comprendre la satire. Celui peut-être pour qui j'ai eu une grande attirance, c'est Diefenbaker. Je l'ai rencontré à Ottawa et tout, et puis Trudeau... Dans ce temps-là c'étaient des personnages importants! Aujourd'hui, à Ottawa, cela prend quelqu'un qui a beaucoup d'imagination pour faire des caricatures!

Mais Lévesque et Diefenbaker, je pense que ce seraient ceux-là. Bourassa aussi. Bourassa je pense bien que, s'il est venu me remercier et me souhaiter bonne chance, c'est parce que je ne l'avais jamais attaqué dans sa vie privée. Jamais! Ça, il devait très bien s'en souvenir.



René Lévesque et Pierre Elliott Trudeau.
BAnQ-Québec, P716, P77-06-18

Et Jean Lesage?

Jean Lesage, une fois je l'avais rencontré, il m'avait demandé : « Pourquoi me faites-vous si gros? » Je le faisais rond. « C'est plutôt votre fonction que je représente que vous! » Le lendemain ou deux jours après, il était dans l'actualité, et il était mince comme Jean-Noël Tremblay!

Un autre politicien que vous avez apprécié?

Jean Garon a été un de mes favoris. C'est lui qui a ouvert l'exposition qu'ils m'ont consacrée à la Maison Hamel-Bruneau. Ils m'ont demandé qui je voulais. Ils l'ont invité, et il est venu très gentiment.

Vaut-il mieux être aimé ou craint par les politiciens quand on est caricaturiste?

C'est René Lévesque lui-même qui l'avait dit : « Pour faire une bonne caricature, il faut détester un peu. » Si j'étais libéral, je serais plus



6 juillet 1976. Hunter a souvent dessiné l'hôtel du Parlement de Québec, mais généralement de façon plutôt schématique, comme le montre cette caricature.

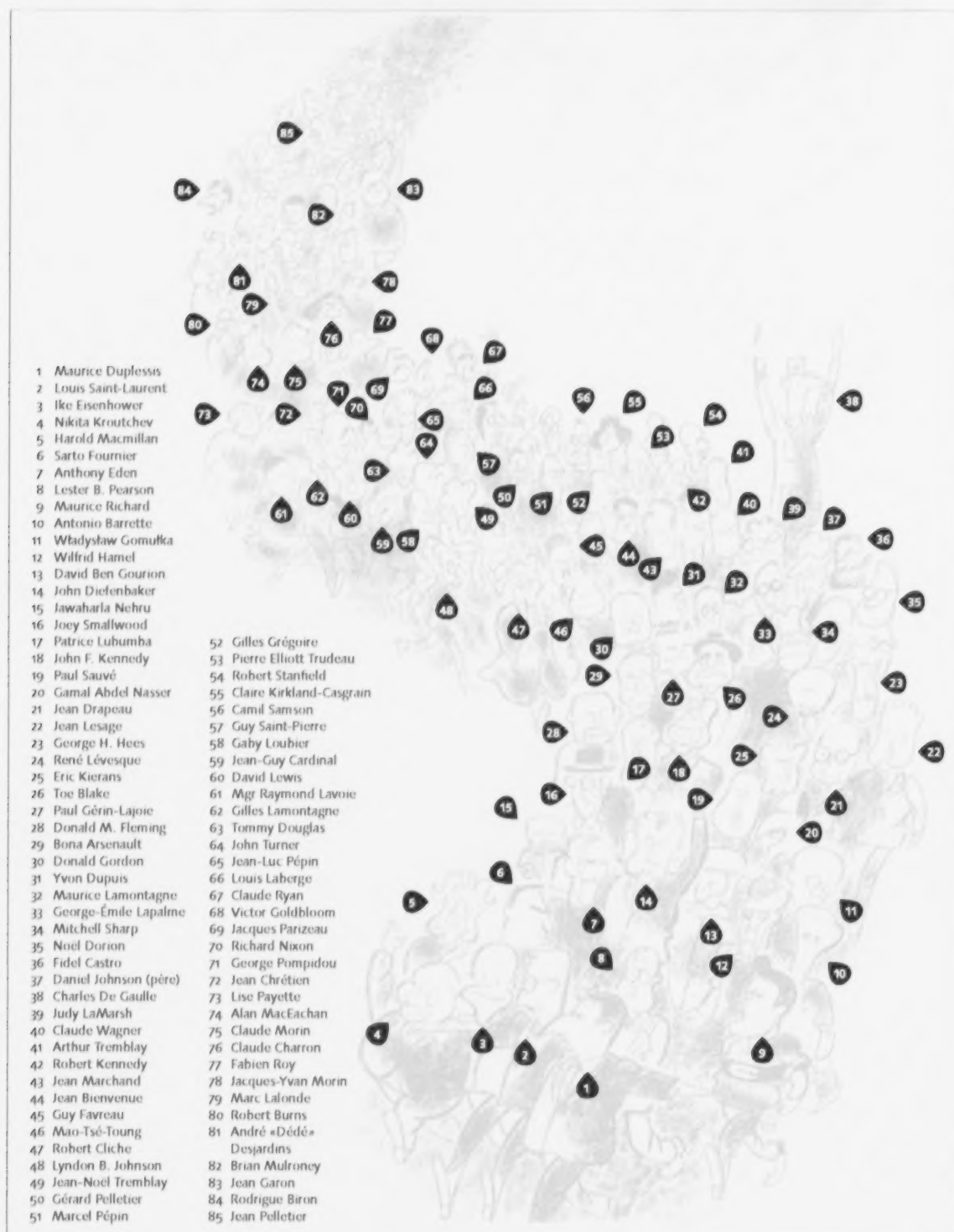
BAnQ-Québec, P716, P76-Q7-06

doux envers les libéraux. Si j'étais péquiste, je serais plus doux envers les péquistes. Non, pour moi, c'est la même chose. Sans doute que j'ai tort, mais c'est ma pratique.

- 1 Tiré d'entrevues avec Raoul Hunter les 9 et 29 août 2011 à Québec. Merci à Sylvie Dupuis pour la transcription de l'entrevue. Merci également à Denis Hunter de nous avoir permis de reproduire gracieusement des dessins de son père ainsi qu'à Marie-Paule Lamarre de Bibliothèque et Archives nationales du Québec.
- 2 En vertu de la carte électorale actuelle, la municipalité de Saint-Cyrille-de-Lessard est située dans la circonscription de la Côte-du-Sud.
- 3 L'exposition *Raoul Hunter, sculpteur d'identité* s'est tenue du 20 mai au 22 août 2010.
- 4 Denis Hunter, *Le trait dans tous ses états : sculptures et caricatures de Raoul Hunter*, Boucherville, Presses de Bras-d'Apic, 2010, 284 p.
- 5 Robert LaPalme (1908-1997) a été caricaturiste dans plusieurs journaux québécois, des années 1930 au début des années 1960, notamment pour *Le Devoir* dans les années 1950, où il s'est attaqué de façon virulente au gouvernement de Maurice Duplessis.
- 6 Aujourd'hui, le Musée national des beaux-arts du Québec.
- 7 L'homme d'affaires Joseph-Oscar Gilbert (1888-1971), colonel honoraire du régiment de l'Académie de Québec, fut propriétaire du *Soleil* et de *L'Événement-Journal* de 1948 à 1967 et conseiller législatif de 1960 à 1968 comme représentant de l'Union nationale (<http://www.assnat.qc.ca/fr/patrimoine/anciens-parlementaires/gilbert-joseph-oscar-183.html>).
- 8 L'Armée de Marie est un groupe catholique né dans la région de Québec et qui a suscité la controverse, notamment à la fin des années 1980. Elle a été exclue de l'Église catholique en raison de ses dérives sectaires.
- 9 Joseph-Marie Savignac, conseiller municipal à la Ville de Montréal entre 1930 et 1960, président du comité exécutif de

Montréal sous Camille Houde et, à la fin des années 1950, sous Sarto Fournier.

- 10 M. Hunter fait ici allusion à l'un des épisodes les plus marquants de l'histoire de la liberté de presse visant la caricature au Canada. En 1978, un caricaturiste de Colombie-Britannique, Bob Bierman, du *Victoria Times*, dessine une caricature virulente du ministre des Ressources humaines Bill Vander Zalm arrachant avec un plaisir sadique les ailes de mouches vivantes, le dépeignant ainsi comme un homme cruel. Le ministre, ne l'ayant pas trouvée drôle, poursuit Bierman. La Cour suprême de Colombie-Britannique tranche en faveur de Vander Zalm, le juge affirmant que le dessin n'était pas un commentaire juste et fondé sur des faits à propos des activités du ministre. Il ajoute que la liberté de presse n'est pas la liberté de faire des déclarations fausses et diffamatoires et que, à cet égard, « le caricaturiste politique n'a pas d'immunité particulière ». Bierman interjette appel et gagne sa cause. Les caricaturistes ont continué à charger Vander Zalm, devenu premier ministre, dans leurs dessins. [Stuart Slayen, « Licences to Quill », *Ryerson Review of Journalism*, printemps 1990, <http://www.rj.ca/m3650/>].
- 11 Louis O'Neill, député du Parti québécois dans Chauveau de 1976 à 1981, fut ministre des Affaires culturelles et ministre des Communications dans le cabinet Lévesque de 1976 à 1979.
- 12 Jean-Noël Tremblay fut député de l'Union nationale dans Chicoutimi de 1966 à 1973 et ministre des Affaires culturelles dans les cabinets Johnson et Bertrand de juin 1966 à mai 1970.
- 13 Voir Dominic Hardy, « "Ça parl' au yabl'": autour d'une caricature de Maurice Duplessis par Robert LaPalme, 1968 », *Bulletin de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale*, vol. 38, n° 2, automne 2009, p. 23-28.



Tiré de Denis Hunter, *Le trait dans tous ses états : sculptures et caricatures de Raoul Hunter*, Boucherville, Presses de Bras-d'Apic, 2010, p. 184.



Le marché Sainte-Anne : un lieu historique d'une importance capitale à Montréal

Certains sites revêtent une importance historique telle qu'on les considère comme des « lieux de mémoire ». Il en est ainsi aujourd'hui du site du marché Sainte-Anne, qui accueillit, de 1844 à 1849, le Parlement du Canada-Uni.

Francis Lamothe, Louise Pothier et Chantal Vignola¹

Ce lieu unique, témoin de transformations spectaculaires tout au long du XIX^e siècle, tant sur le plan de l'urbanisme, de l'économie que de la politique, se distingue par l'état de conservation de ses vestiges enfouis. L'intérêt pour ce site remonte à la fin des années 1980, alors qu'un projet de stationnement souterrain avait retenu l'attention des historiens, des archéologues et des organismes de protection du patrimoine.

Situé place D'Youville Ouest, dans le Vieux-Montréal, ce site est bordé par la rue McGill à l'ouest, par le Centre d'histoire et la rue Saint-Pierre à l'est, par l'édifice des douanes du Canada (1912) et l'ancien Hôpital Général (1693) au sud. Il occupe une position stratégique dans le paysage culturel et touristique montréalais. Ce qui frappe davantage, toutefois, c'est la banalité du stationnement qui en recouvre aujourd'hui les vestiges. Aucune plaque commémorative, aucune interprétation ne permet à la population de soupçonner l'intérêt de l'endroit et son histoire. Paradoxalement, ce stationnement, vieux de plusieurs décennies, a certainement protégé le site de la destruction par le développement immobilier au XX^e siècle.

La « redécouverte » de ce formidable site patrimonial est due en grande partie au projet de développement de Pointe-à-Callière, Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal. Le Musée souhaite présenter au public les vestiges du marché Sainte-Anne et du parlement du Canada-Uni en les intégrant dans un complexe muséal unique et d'envergure

inégalée, la Cité de l'archéologie et de l'histoire de Montréal. Ainsi, dans une prochaine phase de développement du Musée, les visiteurs pourront marcher dans l'ancienne Petite rivière Saint-Pierre canalisée. Ils accéderont aussi à une agora souterraine où sera mis en valeur ce site d'importance nationale.

En 2011, Pointe-à-Callière entreprenait une campagne de fouilles majeures² pour documenter le site et déterminer les caractéristiques architecturales, la volumétrie, les modes de construction et les transformations de l'édifice (d'abord marché, puis converti en parlement et de nouveau marché). L'organisation spatiale du bâtiment, l'utilisation des celliers et l'articulation de ses composantes avec l'égout collecteur ont également été au cœur de l'intervention archéologique.



Le site du marché Sainte-Anne et du parlement du Canada-Uni en cours de fouilles, juillet 2011.

Photo : Éric Major, Pointe-à-Callière

UNE RIVIÈRE SOUS LE PREMIER MARCHÉ COUVERT DE MONTRÉAL

Au cours des années 1980 et 1990, des historiens et des archéologues s'intéressent à la place D'Youville et à ses vocations antérieures. Études et expertises permettent de dresser un premier état des lieux.

Sous la place actuelle, la Petite rivière Saint-Pierre s'écoulait doucement vers le fleuve, à son état naturel, jusqu'au premier quart du XIX^e siècle, créant ainsi une séparation physique entre la ville et la pointe à Callière. Mais l'accroissement rapide de la population urbaine et l'utilisation du cours d'eau comme égout à ciel ouvert entraînent bientôt des problèmes de salubrité. Les graves épidémies de choléra qui s'abattent sur Montréal en 1832 et en 1834 contribuent probablement à éveiller la méfiance à l'égard des cours d'eau urbains d'où s'échappent miasmes et odeurs nauséabondes. À Montréal, comme dans les grandes métropoles européennes, les rivières urbaines s'effaceront peu à peu du paysage au XIX^e siècle.

Le projet de créer un marché public dans le secteur ouest de Montréal pour desservir le faubourg des Récollets – aussi connu sous le

nom de Griffintown – s'esquisse vers 1825, mais ne se concrétise que huit ans plus tard. La grande innovation de cet ouvrage est la conception d'un bâtiment dont les fondations seront imbriquées à même le grand canal souterrain en pierre, où s'écouleront désormais les eaux de la Petite rivière Saint-Pierre. Même aujourd'hui, des travaux de cette envergure relèveraient de la plus pure prouesse de génie civil. La canalisation, superbe et intacte sur plus de 300 mètres, demeure encore aussi solide qu'au premier jour, après plus de 180 ans d'existence.

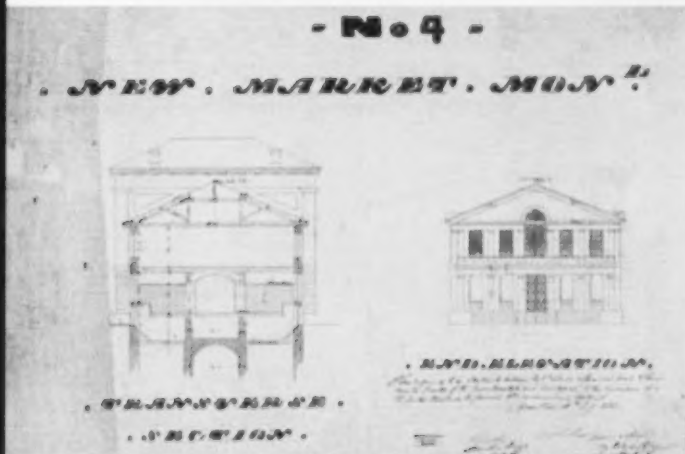
Bel exemple de la vitalité montréalaise de cette époque, le marché Sainte-Anne, une œuvre de l'architecte John Wells construite de 1832 à 1834, est un imposant édifice en pierre. Il compte deux étages et est long de plus de 100 mètres. C'est alors le plus ambitieux édifice public jamais érigé à Montréal. Son architecture de style néoclassique s'inspire des grands bâtiments construits en Europe et en Amérique, comme le Quincy Market à Boston. La présence de la canalisation de la Petite rivière Saint-Pierre en sous-sol amène une certaine fraîcheur et procure, croit-on, une meilleure conservation des denrées entreposées dans la soixantaine d'étals du rez-de-chaussée et dans les 32 celliers disposés dans les caves.

Le premier marché Sainte-Anne est occupé par divers marchands, au moins jusqu'au printemps 1844, alors qu'ils en sont évincés afin de convertir le bâtiment en parlement du Canada-Uni. Plusieurs documents et recherches historiques mentionnent que la viande de boucherie, les volailles, les poissons, les fruits et légumes et le lard figurent parmi les denrées offertes au marché Sainte-Anne. Des ventes de charbon de bois sont également signalées. Sans être exhaustive ni spécifique au marché Sainte-Anne, la publication des « Prix du marché » dans le journal *La Minerve* du 29 décembre 1836 donne une certaine idée des produits offerts : lard, bœuf, mouton,



L'égout collecteur (rivière canalisée sous le marché Sainte-Anne), construit en 1832.

Photo : Andrew Emond



Élévation du marché Sainte-Anne en 1833. Au centre, l'égout collecteur avec, de part et d'autre, le niveau des colliers.

Bibliothèque et Archives nationales du Québec

veau, oies, dindes, canards, poules et poulets, perdrix, lièvres, graisse, œufs, sucre d'érable, farine, blé, avoine, maïs, sarrasin, seigle, orge, pois, graines de lin, pommes de terre.

Les niveaux fouillés par les archéologues n'ont pas permis de distinguer nettement la nature des activités du premier marché de celle du parlement. Il semble que l'une des tâches des travaux de réaménagement de l'édifice ait été de procéder à un grand nettoyage des lieux. Le contraire serait plutôt étonnant, étant donné le changement radical de vocation...

DE MARCHÉ À PARLEMENT

Le Parlement siège à Kingston de 1841 à 1843 avant de déménager à Montréal, à la suite d'une décision du gouverneur général sir Charles Bagot. Le marché Sainte-Anne, ce vaste bâtiment néoclassique et le plus grand édifice de Montréal à l'époque, s'impose d'emblée pour abriter les parlementaires.

Rappelons brièvement le contexte politique de l'époque. Les insurrections de 1837-1838 convainquent lord Durham de proposer l'union du Haut et du Bas-Canada. Ainsi, il souhaite notamment diminuer le pouvoir de la

population canadienne-française et favoriser son assimilation pure et simple au sein de la population anglophone croissante. L'Acte d'Union, qui découle des propositions de Durham, proscriit également l'usage du français comme langue officielle dans les débats du nouveau Parlement du Canada-Uni, ce qui offense ouvertement les Canadiens français.

À Montréal, l'architecte George Browne conçoit les plans de la transformation du marché en parlement. Au début du mois de mars 1844, les journaux publient un appel d'offres pour trouver un entrepreneur qui effectuera les aménagements qui sont principalement « cosmétiques » : remplacer les fenêtres, améliorer le système d'éclairage, construire un escalier et des galeries, refaire les plafonds, installer des toilettes, construire des étagères pour la bibliothèque, couvrir les planchers, etc.

Dans un inventaire du nombre et du type de pièces requises pour l'édifice parlementaire, il est précisé que la salle du Conseil législatif mesurera 50 pieds sur 100 pieds, que la bibliothèque et la salle de lecture feront toutes deux 50 pieds sur 25 pieds. On y trouve également une vingtaine de salles pour les comités, les clerks, le sergent d'armes, etc. On prévoit aussi une deuxième bibliothèque, un fumoir, un salon, une salle de conférence, une salle des journalistes, des bureaux pour les traducteurs, les clerks et le président de la Chambre.

En 1846, l'auteur Newton Bosworth réédite son histoire de Montréal intitulée *Hochelaga Depicta*, où il décrit le parlement dans une nouvelle section de son livre, dont voici un extrait (traduction libre) :

Le premier étage est occupé au centre par un hall public, des corridors courent tout le long du bâtiment, de quinze pieds de large, de chaque côté desquels on trouve les bureaux des différents greffiers du Conseil et de l'Assemblée ainsi que le Comité et des buvettes (*refreshments rooms*).



La Chambre d'assemblée à Montréal. Dessin aquarellé par James Duncan, vers 1848.

Musée des beaux-arts du Canada, Ottawa

Le second étage est occupé au centre par un lobby, des buvettes et les bureaux destinés au service postal et au sergent d'armes. Dans l'aile est se trouve la Chambre du Conseil législatif, de 66 sur 45 pieds, et qui est très joliment décorée. L'espace ouvert au public permet d'asseoir deux à trois cents dames, et presque autant de messieurs peuvent prendre place en demeurant debout. [...]

Dans l'aile ouest se trouve la Chambre de l'Assemblée législative, dont la taille est de 90 sur 45 pieds. Les galeries, ouvertes au public, peuvent accueillir 500 personnes assises; il y a un petit espace réservé exclusivement aux dames à droite, l'espace correspondant à gauche est réservé aux membres de la presse. [...] Le mobilier et les décorations de la Chambre d'assemblée sont de très bon goût. [...]

L'utilisation des voûtes des caves où sont rangés les registres et les annales est particulièrement digne d'intérêt pour l'archéologie. Le sous-sol abrite aussi des magasins, une chambre à huile, une chaufferie et une chambre pour la ventilation, des pièces pour entreposer le bois et le charbon ainsi qu'une cuisine et une arrière-cuisine.

UN SYMBOLE POLITIQUE MAJEUR

Le parlement du Canada-Uni à Montréal est le théâtre de plusieurs décisions politiques marquantes. La majorité réformiste accède au pouvoir en 1848 avec Louis-Hippolyte LaFontaine et Robert Baldwin à sa tête. LaFontaine est ainsi « le premier Canadien à devenir premier ministre et le premier Canadien français élu par les siens pour diriger leurs aspirations nationales³ ». La même année, le principe du gouvernement responsable tant réclamé est consacré. À l'ouverture de la session de 1849, l'utilisation de la langue française est désormais permise. Ces mesures rallument de vieilles tensions, surtout lorsqu'un projet de loi indemnisant les victimes de pertes subies lors des soulèvements de 1837-1838 est sanctionné en avril de la même année par le gouverneur général lord Elgin. Cette loi, qui accorde aux habitants du Bas-Canada le même traitement qu'à ceux du Haut-Canada, fait éclater la colère des marchands britanniques et des tories anglophones.

Le soir du 25 avril 1849, vers 21 heures, plus de 1 500 émeutiers anglophones se rassemblent devant le parlement et en fracassent les vitres, alors que les députés siègent encore. Quelques individus pénètrent dans le bâtiment et le saccagent. Lorsque le feu se déclare, les pompiers, empêchés d'effectuer leur travail par la foule, doivent se contenter d'éviter la propagation des flammes aux bâtiments voisins. Deux heures plus tard, lorsque l'armée arrive, le parlement et tout ce qu'il contient ne sont plus que ruines et cendres.

LES FOUILLES ARCHÉOLOGIQUES EN 2011 : DES RÉSULTATS PRÉLIMINAIRES

L'incendie du parlement constitue un événement majeur bien documenté. Selon les témoignages de l'époque, seuls le portrait de la reine Victoria, découpé de son cadre, et la masse du Conseil législatif, jetée à l'extérieur par un manifestant, sont ironiquement sauvés



L'incendie du parlement à Montréal. Huile sur bois de Joseph Legaré, vers 1849.

Musée McCord, Montréal

des flammes. La bibliothèque de l'Assemblée et celle du Conseil de même que les archives partent en fumée, à l'exception d'environ 200 volumes et des documents de la session. Un seul document de loi, un parchemin daté du 20 avril 1849 qui se trouvait en cours de signature et sans doute sur la table du Conseil législatif, est aussi sauvé du feu *in extremis*, comme en témoignent les traces de suie provoquées par l'intense chaleur du brasier. Ce document est aujourd'hui précieusement conservé aux archives du Sénat à Ottawa.

Ce désastre constitue une perte immense du point de vue documentaire, patrimonial et mémoriel. Peu de choses ont été préservées du sinistre, hormis les documents énoncés plus haut et de très rares objets de grande valeur symbolique. Le portrait de la reine, qui a survécu à trois autres incendies, est maintenant exposé au parlement du Canada à Ottawa. La masse du Conseil n'a, à ce jour, jamais été retrouvée. Et nous savons maintenant que les armoiries royales qui surmontaient la chaise de l'orateur de la Chambre d'assemblée, bien

qu'endommagées, furent aussi miraculeusement sauvegardées. Excepté ces quelques pièces, c'est l'archéologie qui nous permet de donner une seconde vie à ce lieu et à cette histoire fascinante.

Parmi les objets marquants déterrés à ce jour, la découverte d'une paire de lunettes, ayant peut-être appartenu à un député ou à un membre du personnel du Parlement, figure au premier rang par son pouvoir d'évocation. Dans le corps central de l'édifice, une importante quantité de vaisselle de table et de service portait des traces d'incendie. La grande concentration de ces objets, leur faible fragmentation et leur qualité générale suggèrent que cette section du parlement était utilisée aux fins d'entreposage. Cette vaisselle devait servir lors de réceptions officielles ou dans les aires de restauration connues (buvettes) situées aux étages supérieurs. Dans la partie nord du corps central, la découverte d'une vingtaine de bouteilles d'encre et d'encriers rappelle l'importance des travaux d'écriture effectués par les nombreux clerks et libraires affectés aux transcriptions et enregistrements. Pour leur part, les pipes mises au jour sont une évocation des fumoirs aménagés à l'intérieur du parlement.



Ces armoiries royales du Royaume-Uni se trouvaient au-dessus de la chaise du président de la Chambre d'assemblée du parlement du Canada-Uni, de 1844 à 1849; elles ont été sauvées de l'incendie. Don de l'honorable Robert P. Kaplan, collection Pointe-à-Callière.

Photo : Alain Vandal

D'un point de vue archéologique, le niveau d'incendie constitue un instantané de l'état du bâtiment au soir du 25 avril 1849. Sur le terrain, celui-ci a été facilement mesuré dans tous les secteurs investigués grâce à la présence de fortes concentrations de charbon et de matériel altéré par le feu. Ce sont des archives matérielles aussi précieuses qu'authentiques.



Paire de lunettes provenant du niveau d'incendie du parlement, 1849.

Photo : Alain Vandal, collection Ville de Montréal

DE NOUVEAU UN MARCHÉ, PUIS L'OUBLI...

Dès 1851, un nouveau marché est construit sur les mêmes fondations que l'édifice précédent, avant d'être finalement démoli en 1901. Le lieu devient un espace public – la place D'Youville – puis est transformé en stationnement. Pendant plusieurs années, le site tombe dans l'oubli, masqué sous un espace urbain anonyme et sans vie.

Montréal aura été la capitale du Canada-Uni pendant cinq ans, une période d'une rare intensité sociale, politique et économique. Cet épisode de l'histoire est encore trop peu connu. L'ouverture au public du site de fouilles durant

l'été 2011 a suscité l'immense intérêt des visiteurs et des médias. À peine 15 à 20 % du site a été fouillé à ce jour, aussi les recherches doivent-elles se poursuivre parallèlement au développement du projet d'interprétation.

Avec la Cité de l'archéologie et de l'histoire, Pointe-à-Callière préservera ce site, ses vestiges et ses artefacts en plus de les mettre en valeur et de les rendre accessibles, en ayant pour horizon 2017, année du 375^e anniversaire de Montréal – et, incidemment, du 150^e de la Confédération canadienne. Un devoir de mémoire que le Musée s'est engagé à assumer pour les générations futures.



Vaisselle calcinée et verre fondu, site du parlement du Canada-Uni à Montréal, 1849.

Photo : Alain Vandal, collection Ville de Montréal

1 Francis Lamothe, archéologue et chargé de projet pour la firme Ethnoscop, est le responsable des fouilles archéologiques réalisées à la place D'Youville en 2011; Louise Pothier est directrice, Expositions et technologies, à Pointe-à-Callière, Musée d'archéologie et d'histoire de Montréal; Chantal Vignola est responsable des projets spéciaux à Pointe-à-Callière.

2 Le projet de recherches archéologiques a été subventionné en 2010-2012 par la Ville de Montréal et le ministère de la Culture, des Communications et de la Condition féminine.

3 *Dictionnaire biographique du Canada*, « Louis-Hippolyte LaFontaine », réf. du 9 mai 2012. http://www.biographi.ca/009004-119.01-f.php?id_nbr=4541

//////////

Le vote libre dans un parlement de type Westminster

Le 26 mai 2011, une députée de l'opposition officielle présentait à l'Assemblée nationale le projet de loi d'intérêt privé n° 204, Loi concernant le projet d'amphithéâtre multifonctionnel de la ville de Québec. On ne pouvait alors prévoir que cela conduirait à une situation peu courante à l'Assemblée nationale du Québec, la tenue d'un vote libre.

André Grenier

Service de la recherche

Ce projet de loi et les modalités de son dépôt soulèvent en effet une certaine insatisfaction au sein de l'opposition officielle. Le 8 juin, pour dissiper cette grogne, Pauline Marois, chef du Parti québécois, confirme qu'elle permettra la tenue d'un « vote libre » à l'issue de l'étude du projet de loi. À la fin du débat sur l'adoption, soit le 21 septembre, 9 députés du Parti québécois votent « contre », 5 députés s'abstiennent alors que 30 députés, y compris la chef du parti, votent « pour ».

Le vote libre est peu fréquent à l'Assemblée nationale du Québec. Un ouvrage publié en 2009 en recensait deux exemples, l'un sur l'opportunité de rétablir la prière à l'Assemblée et l'autre sur les droits à l'égalité des homosexuels¹. Ces votes eurent lieu respectivement en juin et en décembre 1977.

Le vote libre est davantage utilisé au sein d'autres assemblées qui se rattachent au modèle de Westminster, dont les chambres basses des parlements australien, britannique, canadien et néo-zélandais. Un relevé des cas de vote libre dans ces assemblées ainsi qu'au Parlement écossais permet de faire certaines constatations sur l'usage et la procédure du vote libre.

LE DOMAINE DU VOTE LIBRE

Le vote libre est un moyen d'alléger la discipline de parti, tout comme le fait de permettre ou de tolérer davantage l'expression de dissidences.

Selon le précis de procédure de la Chambre des communes canadienne, il y a vote libre « lorsqu'un parti décide que ses députés ne sont pas tenus de respecter la ligne du parti sur une question particulière, ou que celle-ci ne relève pas de la politique du parti et que ses députés sont libres de voter comme ils l'entendent² ».

Le vote libre porte souvent sur des sujets touchant la morale ou la conscience. En Australie et en Nouvelle-Zélande, on utilise d'ailleurs le concept de « vote selon la conscience » dans un sens analogue à l'idée de vote libre. Toutefois, dans ces pays, tout comme d'ailleurs au Royaume-Uni et au Canada, les votes libres ne portent pas toujours sur de tels cas de conscience ou de morale³. À l'inverse, tous les projets de loi qui ont une connotation morale ne font pas l'objet d'un vote libre.

En outre, certains analystes ont déjà souligné la difficulté de circonscrire ce qui représente un cas de conscience ou de morale.

It is easier to list them than to define what links them, although they tend to be "social questions which have strong moral overtones" [...] or "value changing" issues⁴.

Le vote libre constitue une pratique pour réduire de façon occasionnelle la domination de la direction du parti sur les députés

Par ailleurs, les questions à dominance économique semblent moins souvent faire l'objet d'un vote libre. Quant aux votes sur des sujets qui ont des incidences budgétaires, ils ne donnent pas lieu à des votes libres⁶.

La décision de tenir un vote libre relève donc de chacun des partis. Cette situation existe dans les quatre assemblées qui sont examinées ici.

Toutefois, en Nouvelle-Zélande, le Règlement de la Chambre des représentants permet également au président de décréter un « vote personnel » au lieu d'un vote de parti, sur demande d'un député, des whips ou d'une commission tel le Comité des affaires parlementaires (*Business Committee*). Le président agit de cette façon si on le convainc que la question en jeu relève de la conscience de chacun. Une décision préalable et favorable

du Comité des affaires parlementaires, qui comprend les whips des partis, est un élément probant dans la prise de décision du président⁶.

Il est intéressant de noter une autre situation qui, dans certains pays, donne lieu à des votes libres. Ainsi, en Grande-Bretagne, tout comme en Nouvelle-Zélande, les projets de loi d'intérêt public de députés (les *Private Member's Bills*, à distinguer des *Private Bills*, qui correspondent aux projets de loi d'intérêt privé de l'Assemblée nationale) sont par convention sujets à un vote libre. Au palais de Westminster, huit projets de loi publics de députés sont adoptés en moyenne au cours d'une même session⁷. Ces projets de loi publics de députés ne portent pas tous sur des cas de conscience, loin de là. Les législations à connotation morale sont beaucoup plus souvent déposées par un ministre que par un député.



« Dix minutes avant le vote de conscience, M. le député »
« J'ai juste besoin de quelques heures de plus... »

« Dix minutes avant le vote de conscience, M^{me} la députée »

« Dix minutes avant le vote de conscience, M. le député »
« Dans quelle direction penchons-nous sur ce truc de conscience? »

Cette caricature a été publiée en 2007 dans le quotidien australien *The Age* au moment du débat sur le clonage thérapeutique au Parlement de l'État de Victoria.

Cartoon © Andrew Weldon

POURQUOI DES VOTES LIBRES?

Plusieurs motifs peuvent justifier la tenue d'un vote libre. D'abord, il représente un moyen pour le député de mieux incarner les opinions de ses commettants ou les vues exprimées dans sa circonscription. Le vote libre constitue donc une pratique pour réduire de façon occasionnelle la domination de la direction extra et intraparlamentaire du parti sur les députés de cette formation.

Il est vrai néanmoins que le député ne peut être considéré – cela lui ferait injure – comme une simple courroie de transmission. Le député a de l'expérience, des valeurs et des idées. De plus, les opinions de ses électeurs ne peuvent être ramenées à un tout monolithique. Selon une vision qui se veut réaliste, le député est conduit au cours du processus qui mène à un vote libre à mettre en balance ses propres vues avec celles de ses électeurs. En outre, nous verrons plus loin que l'affiliation partisane du député demeure pour plusieurs un facteur prépondérant.

En ce qui concerne les questions assimilées à des cas de morale, plusieurs font valoir que celles-ci transcendent les limites partisans. Deux sénateurs australiens ont écrit, il y

a quelques années, que les divergences d'opinion sur les questions de nature sociale ou morale au sein de la société australienne – une société beaucoup plus diversifiée qu'autrefois – sont susceptibles de se refléter à l'intérieur des partis politiques plutôt qu'entre ces mêmes partis⁶.

Un autre motif milite pour la tenue plus fréquente de votes libres : la préservation de l'unité d'un parti. En effet, des tensions peuvent se développer au cours d'une législature entre la politique du parti et les idées qui dominent chez les membres. Une question peut diviser les militants, l'aile parlementaire ou le Conseil des ministres. Dans cette éventualité, le vote libre peut calmer les esprits et servir de « soupape de sûreté ».

LES OBSTACLES AU VOTE LIBRE

Il demeure que les partis politiques ont moins tendance à accorder un vote libre sur un sujet à propos duquel ils ont déjà pris position, par exemple, sur un thème qui figure dans leur programme. Par ailleurs, un parti qui forme à lui seul le gouvernement ou qui participe à une coalition ne sera pas enclin à tenir un vote libre sur un sujet pour lequel la présentation d'un projet de loi est déjà prévue.

Exemples de sujets qui ont fait l'objet de votes libres

- La chasse (Royaume-Uni)
- Le contrôle des casinos, le jeu (Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni)
- L'interdiction du clonage de personnes (Australie)
- La discrimination basée sur l'orientation sexuelle ou l'homosexualité (Australie, Canada, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni)
- Le droit familial; l'union civile (Australie, Nouvelle-Zélande, Royaume-Uni)
- L'euthanasie (Australie, Royaume-Uni)
- La fertilisation *in vitro* (Australie)
- Les heures d'ouverture des commerces (Nouvelle-Zélande)
- La protection des mammifères sauvages (Écosse)
- La procédure, le Règlement ou les privilèges parlementaires (Australie, Royaume-Uni)
- La recherche sur les cellules souches (Australie, Royaume-Uni)
- L'abolition du registre des armes à feu (Canada)
- Les salaires et indemnités des députés (Australie, Royaume-Uni)
- La sécurité routière (Royaume-Uni)
- Les subventions à l'industrie laitière (Canada)

De plus, la direction d'un groupe parlementaire, que ce groupe soit au pouvoir ou dans l'opposition, ne se laisse pas facilement convaincre de la nécessité de tenir un vote libre. Et même dans l'éventualité où elle autorise un tel vote, la direction peut favoriser le ralliement à la politique de ce parti, par l'expression d'une position claire à cet effet. Elle pourrait aussi mettre le personnel politique du parti au service d'une option. Le cas échéant, la liberté d'action réelle des députés se rétrécit.

Par ailleurs, pour des raisons d'affinités idéologiques, les parlementaires sont généralement plus nombreux à voter avec les membres de leur parti qu'avec les députés d'un autre parti lors d'un vote libre¹. Certaines craintes quant à leur place ultérieure au sein du caucus de leur parti peuvent aussi influencer des députés. Dans les assemblées qui ont été scrutées, cette relative « solidarité » des députés d'un parti lors d'un vote libre est observée. En revanche, certains auteurs notent, entre autres inconvénients, que le vote libre, en suspendant les mécanismes de la cohésion partisane, peut parfois nuire à la prise de décision parlementaire.

En 2009, l'Assemblée nationale du Québec a adopté une modification réglementaire qui délimite les circonstances dans lesquelles la question de confiance est mise en jeu. Une proposition de même nature avait été faite en 1998 par le président Jean-Pierre Charbonneau. Dans son projet de réforme, il indiquait que cette proposition visait « [...] à permettre au député d'exercer de façon plus libre ses rôles de législateur et de contrôleur, sans se sentir constamment limité par les contraintes imposées par la convention constitutionnelle du gouvernement responsable ».

La modification au règlement de 2009 est un facteur qui peut faciliter la tenue de votes

libres, ou l'expression de dissidences par les députés, puisque l'application de la règle de la confiance est désormais circonscrite. En effet, hormis les cinq situations mentionnées à l'article 303.1 du règlement, dont les votes sur le budget ou sur un projet de loi de crédits, le député sait qu'il peut agir de façon libre sans que cela crée une menace pour l'existence du gouvernement.

En conclusion, en plus de son rôle potentiel comme soupape de sûreté, le vote libre présente plusieurs avantages. Ainsi, il est susceptible d'atténuer de façon occasionnelle le climat partisan des débats. La discipline de parti est certes essentielle dans notre système politique, mais, au-delà d'un certain degré, elle peut attiser la défaveur de l'électorat. Par ailleurs, le vote libre permet l'expression d'un éventail plus large d'idées et d'une meilleure représentation des différents courants qui existent dans l'opinion publique. Certains relèvent également que le vote libre conduit les députés à réfléchir avec soin à leur position et à envisager plus d'une perspective avant de participer au vote. Enfin, parce que le résultat est moins prévisible, le vote libre consolide la place du Parlement au cœur de l'espace public. Un chercheur britannique écrivait même, en 1970 :

When the whips are off, Parliament has a new vitality. Members are forced to think for themselves about the questions at issue. Legislation without party puts Parliament at the heart of the decision-making process. This is a healthy advance for democratic values. It is good for society as it enables problems to be faced that would otherwise be avoided².

En complément, vous pouvez consulter une bibliographie sélective sur le vote libre dans les parlements aux pages 41 et 42.

1. Louis Massicotte, *Le Parlement du Québec de 1867 à aujourd'hui*, Québec, P.U.L., 2009, p. 224-225.

2. Robert Marleau et Camille Montpetit (dir.), *La procédure et les usages de la Chambre des communes*, Ottawa, Chambre des communes, Montréal, Chenelière / McGraw-Hill, 2000, p. 400.

3. Philip Cowley (dir.), *Conscience and Parliament*, London, Frank Cass, 1998, p. 180; David Geoffrey Lindsey, « A Brief History of Conscience Voting in New Zealand », *Australian Parliamentary Review*, vol. 23, n° 1, automne 2008, p. 149.
4. *Ibid.*, p. 3.
5. Deirdre McKeown et Rob Lurie, *Free Votes in Australian and some Overseas Parliaments*, Canberra, Department of the Parliamentary Library, 2002, p. 4.
6. David McGee, *Parliamentary Practice in New Zealand*, 3^e éd., Wellington, Dunmore, 2005, 7, p. 100. Depuis 1996, la procédure de la Chambre néo-zélandaise permet aussi la tenue de « votes de parti partagés » (*Split-Party Vote*). Selon cette procédure, le whip transmet au président de la Chambre les noms des députés de son parti et la position que chacun d'entre eux adopte par rapport à un vote (oui, non, abstention). Les noms des députés et leurs positions figurent sur le procès-verbal de la Chambre. Ce type de votes permet indirectement aux représentants de se prononcer comme ils le veulent, ce qui le rapproche d'un vote libre. Il comporte comme avantage relatif de moins attirer l'attention que le vote libre, tout en permettant de refléter les divergences de vues qui ont cours au caucus. Un chercheur

déjà cité, David Lindsey, regroupe et traite les « votes de parti partagés » comme des votes selon la conscience. Les données de ce chercheur montrent que pas moins de 34 projets de loi ont fait l'objet de l'un de ces types de votes, de 2000 à 2009. David G. Lindsey, *Conscience Voting in New Zealand*, University of Auckland, Department of Political Studies, 2011, p. 6 et 152.

7. Cette moyenne porte sur la période 1945-2006. Certes, la présidence du gouvernement en matière d'ordre du jour réduit fortement la possibilité pour un député de déposer et de faire cheminer un tel projet de loi. La plupart des projets de loi publics de députés ne font même pas l'objet d'un vote. Dennis Kavanagh et autres, *British Politics*, Londres, Oxford University Press, 2006, p. 377.
8. McKeown et Lurie, *op. cit.*, p. 6; Cowley, *op. cit.*, p. 188.
9. Cette question pourrait certes être fouillée davantage. Certaines données montrent que des exceptions à la règle dominante existent. Voir Lindsey, *op. cit.*, p. 167-168.
10. Peter Richards, *Parliament and Conscience*, Londres, George Allen & Unwin, 1970, p. 215.

Monument en hommage aux femmes en politique

En décembre 2011, à l'occasion du 50^e anniversaire de l'élection de la première femme au Parlement du Québec, la première vice-présidente de l'Assemblée nationale et présidente du jury de sélection du concours du monument en hommage aux femmes en politique, Fatima Houde-Pepin, a révélé le nom de l'artiste qui réalisera cette œuvre.

Le lauréat est le sculpteur Jules Lasalle, auteur notamment de la statue du premier ministre Robert Bourassa érigée sur la colline Parlementaire.

M. Lasalle a déjà dédié plusieurs de ses œuvres à des femmes marquantes des communautés religieuses éducatrices, telles que Marguerite Bourgeoys et Catherine de Saint-Augustin.

La maquette dévoilée lors de cette annonce représente quatre pionnières du mouvement féministe, Idola Saint-Jean, Marie Lacoste Gérin-Lajoie et Thérèse Forget Casgrain, qui ont milité pour le droit de vote et d'éligibilité des femmes, ainsi que Marie-Claire Kirkland, première femme élue au Parlement du Québec. Ces femmes d'action, déterminées et persévérantes sont immortalisées dans un mouvement de marche vers l'avant, à l'image de ce qu'elles ont accompli. Dans un esprit de dialogue et de collaboration, elles invitent les générations futures à poursuivre leur œuvre.

Selon M^{me} Houde-Pepin, « c'est une œuvre qui met en lumière une page méconnue de notre histoire et rend hommage à des femmes d'exception qui se sont battues pour que notre démocratie soit plus représentative et plus participative ».

Ce projet est rendu possible grâce à un partenariat entre l'Assemblée nationale, la Commission de la capitale nationale du Québec, la Ville de Québec et le Conseil du statut de la femme. L'œuvre sera installée à l'automne 2012 sur la Grande Allée, le long de la façade sud de l'hôtel du Parlement.

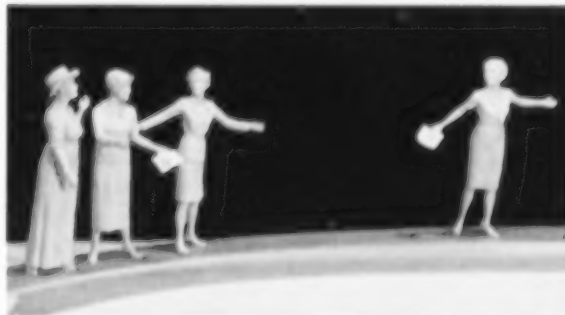


Photo : Calment Altart collection Assemblée nationale

//////////

Le volet parlementaire de la Loi sur l'administration publique

Ce texte est tiré de l'allocution prononcée par Martin Rochefort, directeur du Service de la recherche de 2004 à 2011, à l'occasion de la Journée d'échanges et de réflexion sur l'application de la Loi sur l'administration publique, organisée conjointement par le Secrétariat du Conseil du trésor et la Commission de l'administration publique de l'Assemblée nationale¹.

Martin Rochefort

Service de la recherche

Les exigences en matière de transparence envers les citoyens et les élus font de cette loi un instrument démocratique de premier plan

La Loi sur l'administration publique adoptée en 2000 instaurait un cadre de gestion axée sur les résultats, soit une nouvelle façon d'envisager la livraison des services publics. Cette loi s'inspirait du programme *Next Steps*, de la première ministre britannique Margaret Thatcher, et des leçons tirées de cette expérience par son successeur, le premier ministre John Major. La réforme britannique a bouleversé la manière de livrer les services publics en s'appuyant essentiellement sur le critère de la rationalité économique. Cette réforme a eu comme effet, entre autres, de diminuer considérablement la qualité des services offerts aux citoyens. Pour y remédier, le gouvernement Major a développé le concept de charte des citoyens (*Citizen Charter*) pour les entités publiques qui leur donnent des services. Par ce moyen, on cherchait à élever les standards en matière de services et à exiger des fonctionnaires qu'ils agissent de façon transparente, ouverte et responsable.

La volonté de réformer l'administration gouvernementale au Québec est constante depuis le milieu des années 1980, une conséquence de la grave crise économique qui a secoué l'Occident au début de cette décennie. Après plusieurs projets et documents de réflexion, la création d'unités autonomes

de services au cours des années 1990 a été la première manifestation de l'intention gouvernementale de réformer l'administration publique, s'appuyant ainsi sur l'expérience britannique².

La Loi sur l'administration publique a concrétisé cette intention. Elle intégrait dans le nouveau cadre de gestion les unités autonomes de services avec la mise en place des conventions de performance et d'imputabilité (CPI) ainsi que des ententes de gestion. L'autonomie de gestion, la responsabilité des administrateurs et la qualité des services offerts à la population étaient au centre de cette réforme.

Cette approche basée sur l'autonomie de gestion avec les CPI a-t-elle donné les résultats escomptés? Est-elle encore valable et réaliste aujourd'hui dans la livraison des services publics? Le cadre de gestion développé dans la Loi sur l'administration publique est-il toujours pertinent? La journée de réflexion visait à poursuivre la discussion sur le bilan de cette réforme entre les administrateurs publics, le Secrétariat du Conseil du trésor et les parlementaires. Le propos ici n'est pas de répondre à ces questions, mais d'aborder le volet parlementaire de cette réforme, qui a permis à la Commission de l'administration publique de contribuer significativement à garder à l'ordre du jour de l'Administration la gestion axée sur les résultats.

LA CONTRIBUTION DES PARLEMENTAIRES À L'AMÉLIORATION DES SERVICES PUBLICS

Du point de vue de l'Assemblée nationale, cette loi constitue un progrès majeur, puisqu'elle reconnaît le rôle des parlementaires dans l'administration gouvernementale. En effet, leur contribution à l'amélioration de la qualité des services aux citoyens et à l'efficacité des services publics est dorénavant une réalité³. Les exigences en matière de transparence envers les citoyens et les élus font de cette loi un instrument démocratique de premier plan. Bien qu'elle fût adoptée sur division, les députés ont tous salué et appuyé les grands principes de cette loi que sont la qualité des services offerts à la population, la transparence de l'Administration, l'imputabilité et la reddition de comptes devant les parlementaires. Cette unanimité explique pourquoi la Commission de l'administration publique a assumé avec rigueur et constance son rôle et a demandé aux ministères et aux organismes de même qu'au Secrétariat du Conseil du trésor de poursuivre leurs efforts afin de consolider les acquis de cette loi en matière de gestion.

L'EXERCICE DU POUVOIR DE SURVEILLANCE

Les décisions politiques sont prises par le gouvernement. L'Assemblée nationale les approuve par les lois qu'elle vote, lois qui relèvent principalement de l'initiative du gouvernement, soit le parti qui a récolté la majorité des sièges aux élections générales. Le rôle de l'Assemblée par rapport au gouvernement et par rapport à l'Administration en est un de surveillance, de questionnement. Les programmes donnent-ils les fruits escomptés auprès de la population? Sont-ils gérés de façon efficace? Les travaux de la Commission de l'administration publique sont axés essentiellement sur ces questions. Ils n'ont pas pour objet de remettre en cause la décision politique d'établir tel ou tel programme.



De gauche à droite : Martin Rochefort, directeur du Service de la recherche de l'Assemblée nationale (2004-2011), Louis Bernard, ancien secrétaire général du Conseil exécutif (1978-1985 et 1994-1995), Diane Wilhelmy, qui fut haut fonctionnaire entre autres au ministère du Conseil exécutif et au ministère des Relations internationales, et André Trudeau, président et chef de la direction de la Régie des rentes du Québec.

Collection Assemblée nationale

L'accès à une information pertinente sur les activités de l'administration gouvernementale est une condition essentielle pour que l'Assemblée nationale puisse exercer adéquatement son rôle de surveillance. La Commission de l'administration publique a clairement exprimé ses attentes en matière d'information dans son vingtième rapport⁴. Elle introduisait des critères d'analyse des rapports annuels de gestion afin de lui permettre d'apprécier la qualité de l'information et la performance des organisations.

Le soutien que l'administration de l'Assemblée nationale accorde aux commissions parlementaires a permis de livrer, dans un premier temps, des analyses axées sur la conformité. Essentiellement, ce travail consiste à vérifier la cohérence des rapports annuels de gestion avec la planification stratégique, à s'assurer que les objectifs ont des cibles mesurables et que les indicateurs rendent compte des résultats, etc. Ces analyses, cependant, ne répondent pas à la préoccupation première

de la Commission : les organisations sont-elles performantes? Rendent-elles des services adéquats aux citoyens? Le font-elles au meilleur coût et avec efficacité? Ce questionnement de la Commission s'appuie sur un des objectifs énoncés à l'article 2 de la Loi sur l'administration publique : une reddition de comptes qui porte sur la performance dans l'atteinte des résultats.

Cette exigence de la Commission met encore plus en évidence l'absence d'information sur les ressources en lien avec les orientations et les objectifs des ministères et des organismes. Dans ce contexte, il était impossible pour les analystes de l'Assemblée nationale de répondre aux attentes des membres de la Commission. Comment porter un jugement sur la performance si l'information sur les coûts et sur les ressources est absente ou incomplète? Les recommandations répétées de la Commission de l'administration publique concernant notamment les données sur les ressources, l'évaluation de programme et le *benchmarking* sont l'expression de sa volonté d'accéder à une information pertinente, afin de

porter un jugement rigoureux et objectif sur la performance des ministères et des organismes qui sont sous son pouvoir de surveillance.

LA MISE EN ŒUVRE DE LA LOI À L'ASSEMBLÉE NATIONALE

La reddition de comptes des ministères et des organismes en vertu de la Loi sur l'administration publique se vit essentiellement, dans la pratique, à la Commission de l'administration publique. C'est une lourde tâche pour cette dernière. En effet, elle alloue la majorité de son temps à entendre les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes publics sur des sujets abordés dans les rapports du Vérificateur général. Toutefois, avec la réforme parlementaire de 2009, les commissions sectorielles peuvent dorénavant entendre les ministères et les organismes sur leurs rapports annuels de gestion⁵. Jusqu'à maintenant, ces commissions le font peu. Pourtant, si l'Assemblée veut respecter la disposition de la Loi qui l'oblige à entendre l'ensemble des ministères et des organismes



Participants de la journée de réflexion sur la Loi sur l'administration publique tenue le 25 novembre 2011.

Collection Assemblée nationale

sur une période de quatre ans, la contribution des autres commissions parlementaires paraît essentielle.

Depuis sa création en 1997, la Commission de l'administration publique a été en mesure de distinguer ce qui relève de la responsabilité du ministre de celle des sous-ministres. Son mode de fonctionnement axé sur la collaboration entre les différentes formations politiques permet de maintenir la discussion sur les questions administratives, un fait reconnu par les administrateurs publics. Cette façon de faire est également adoptée par les autres commissions dans la réalisation des mandats de reddition de comptes. En outre, les commissions sectorielles profitent des mêmes services d'analyse et de recherche que la Commission de l'administration publique pour remplir ce type de mandats. Tout concourt à ce que les discussions demeurent sur les questions administratives même si la frontière entre l'Administration et le politique peut être difficile à tracer.

TROP D'INFORMATIONS?

Les dirigeants des ministères et des organismes déplorent, souvent avec raison, la multiplication et la lourdeur des obligations en matière de renseignements qu'ils doivent livrer à l'Assemblée nationale et aux organismes centraux. Ce constat est également partagé par les commissions parlementaires, qui doivent exercer un contrôle de l'Administration selon une base de données nombreuses et éparses. En outre, les responsabilités de surveillance confiées aux commissions se sont accumulées au fil des années avec l'ajout de lois et de nouvelles obligations en matière d'information. Depuis l'adoption de la Loi sur l'administration publique en 2000, le législateur a mis en place des cadres de gestion particuliers pour les sociétés d'État, le secteur de la santé et en matière de développement durable. Plus que jamais, la pertinence, la fiabilité, la comparabilité et la clarté de l'information sont essentielles pour que le dialogue entre l'Administration et le législatif soit constructif et fructueux.



Achevé en 1971 sur la Grande Allée à Québec, l'édifice Jean-Talon est l'une des expressions les plus visibles de la construction de l'État québécois moderne.

Photo : Martin Rochefort

1. La Journée d'échanges et de réflexion sur l'application de la Loi sur l'administration publique s'est tenue le 25 novembre 2011 à l'Assemblée nationale du Québec.
2. On comptait 15 unités autonomes de services pendant que se déroulaient les discussions sur le projet de loi sur l'administration publique. Le gouvernement de l'époque envisageait la création de 23 nouvelles unités autonomes de services. Secrétariat du Conseil du trésor, *Pour de meilleurs services aux citoyens : un nouveau cadre de gestion pour la fonction publique*, Québec, 1999, p. 12.
3. « Elle reconnaît le rôle des parlementaires à l'égard de l'action gouvernementale et leur contribution à l'amélioration des services aux citoyens en favorisant l'imputabilité de l'Administration gouvernementale devant l'Assemblée nationale. » L.R.Q., c. A-6.01, a.1.
4. Commission de l'administration publique, « Une nouvelle approche pour l'examen des rapports annuels de gestion », *Vingt-troisième rapport sur l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics*, Québec, Le Secrétariat des commissions, juin 2008, chapitre 5, p. 29-35.
5. « Chaque commission sectorielle, dans son domaine de compétence, entend, en vertu de la Loi sur l'administration publique, au moins une fois tous les quatre ans, les ministres, si ceux-ci le jugent opportun, et, selon le cas, les sous-ministres ou les dirigeants d'organismes afin de discuter de leur gestion administrative. » *Règlement de l'Assemblée nationale*, article 293.1.

//////////

Le gouverneur Dalhousie au miroir de sa bibliothèque

En 2010, la Bibliothèque de l'Assemblée nationale a acquis des Archives nationales d'Écosse un fac-similé du catalogue des livres que possédait George Ramsay, comte de Dalhousie, alors qu'il était gouverneur du Bas-Canada et qu'il résidait au château Saint-Louis, à Québec.

Gilles Gallichan, bibliothécaire et historien

Ce catalogue est un manuscrit de 27 pages d'un format in-folio, c'est-à-dire environ 23 sur 36 centimètres (ou 9 sur 15 pouces), qui recense une collection de 183 titres totalisant 563 volumes. Il porte en couverture le titre suivant : *Catalogue of my Books at Quebec* et, sur la page de titre, le gouverneur a inscrit : *Catalogue of books, Castle of St Louis, Quebec, 1st Jan. 1824, D.* L'initiale D. a ici la valeur d'une signature et témoigne d'un travail catalographique personnel du gouverneur dans sa collection de livres. À cette compilation de 1824 s'ajoute l'inventaire des archives du gouverneur qui permet de recenser d'autres titres acquis après cette date. Ces sources permettent d'ajouter 59 titres au catalogue de 1824, ce qui fait au compte du gouverneur une collection de 242 titres pour un total de 621 volumes.

Si l'on n'y jette qu'un regard distrait, cette compilation ne renferme rien de très révélateur, sinon la bibliophilie d'un gouverneur britannique du XIX^e siècle. Mais une analyse plus détaillée permet de pénétrer dans l'intimité intellectuelle et culturelle de cet aristocrate écossais, qui a tenu d'une main de fer les rênes de l'administration du Bas-Canada de 1820 à 1828. L'historien français Alphonse Dupront a écrit qu'une bibliothèque personnelle est un aveu d'âme qui enregistre une intelligence des êtres¹. De son côté, le philosophe allemand Walter Benjamin a écrit qu'une bibliothèque personnelle est un reflet crédible et permanent de celui qui l'a rassemblée. On collectionne les livres, disait-il, avec l'impression de les

préserver quand ce sont eux, au contraire, qui préservent leur collectionneur². Il existe un lien profond entre l'homme et le livre; celui qui les collectionne par goût ou par curiosité se révèle à travers eux, comme il le ferait avec un journal intime. Tous les biographes qui disposent de l'inventaire de la bibliothèque du personnage étudié savent d'instinct qu'ils pénètrent, en le lisant, dans un univers familier qui s'ouvre réellement sur « un aveu d'âme ».

LE GOUVERNEUR

Il n'existe pas de biographie consacrée à Dalhousie. Dans le *Dictionnaire biographique du Canada*, Peter Burroughs offre un portrait nuancé du gouverneur dont il ne cache pas le côté hautain, méprisant et aristocratique³. Dalhousie détestait cordialement les Canadiens et leurs représentants parlementaires, lesquels le lui rendaient bien. Son administration a été ponctuée de crises politiques majeures. Le gouverneur avait néanmoins ses idées du développement économique de la colonie, il aimait les sciences et encourageait les artistes. On peut sans peine l'associer aux despotes éclairés du XVIII^e siècle, lesquels gouvernaient d'une main de fer tout en étant cultivés, amis des arts et des philosophes.

Le neuvième comte de Dalhousie est un personnage de haut rang. Il naît près d'Édimbourg en 1770. Orphelin de père en 1787, il fait carrière dans l'armée et combat sur terre et sur mer pendant les années de la France révolutionnaire et napoléonienne.

Il est notamment cantonné à Gibraltar où il a l'occasion d'apprendre l'espagnol. En 1814, il participe à la campagne d'Espagne et, en 1815, il se bat à Waterloo aux côtés de Wellington. Pendant la guerre, on l'a aussi envoyé en Irlande pour écraser les révoltes des catholiques irlandais qui perdaient alors aux mains des Britanniques les derniers vestiges de leur autonomie. De cette brillante carrière militaire, Dalhousie a développé une profonde méfiance envers ses ennemis français et il perçoit les catholiques « papistes » comme des rebelles en puissance. Sa vision de la société est aristocratique, et il considère comme une peste les valeurs de la démocratie que les révolutions américaine et française ont répandues sur le monde. L'ironie de l'histoire l'a pourtant conduit à devenir le gouverneur d'une colonie majoritairement francophone et catholique, en un temps où les idées de la démocratie coloraient de plus en plus le discours politique des élus à la Chambre d'assemblée à Québec.

Pour un homme comme Dalhousie, l'administration coloniale était l'aboutissement naturel d'une carrière militaire. C'est ainsi que dès 1816, il est nommé lieutenant-gouverneur de la Nouvelle-Écosse. Il débarque à Halifax avec sa jeune épouse, Christan Broun, une femme intelligente qui le seconde admirablement bien. Quatre ans plus tard, lorsque le duc de Richmond, gouverneur à Québec, meurt de la rage, on offre sa succession à Dalhousie, qui arrive fièrement dans la capitale du Bas-Canada le 19 juin 1820. Il s'installe au château Saint-Louis. Un plan de 1831 désigne une pièce de l'étage appelée *study* et qui pourrait bien avoir été la bibliothèque à l'époque du gouverneur Dalhousie.

UNE COLLECTION SCIENTIFIQUE

Passionné par les sciences naturelles, Dalhousie possède de nombreux ouvrages sur la botanique, la zoologie, l'entomologie. Il dispose d'ouvrages de savants contemporains, dont ceux de l'illustre Carl von Linné (1707-



Autoritaire et aristocrate, le gouverneur Dalhousie (1770-1838) s'oppose aux forces démocratiques qui s'expriment à l'Assemblée. Il embellit cependant la capitale et la dote de son premier grand monument commémoratif, le monument Wolfe-Montcalm.

Source : BANQ-Centre d'archives de Québec

1778) à qui on doit un système de classification des espèces vivantes. Il affectionne aussi les récits d'explorateurs qui se sont penchés sur la faune et la flore, comme Alexandre von Humbolt (1769-1859), qui voyagea en Amérique du Sud, ou les livres du capitaine John Franklin (1786-1848), explorateur de l'Arctique, que le gouverneur Dalhousie aura le privilège d'accueillir en personne dans sa maison d'été, à Sorel, en 1827.

Cette vision concrète,
économique et scientifique
de l'agriculture situe le
gouverneur dans la pensée des
physiocrates du XVIII^e siècle

Cet intérêt pour les sciences trouve chez lui des applications concrètes. Dès son premier discours du trône à Québec en 1820, il place l'agriculture en tête des priorités du gouvernement colonial⁴. Il acquiert des domaines agricoles à Sorel, à Sillery et à Beauport où il développe des fermes modèles et cherche à introduire de nouvelles cultures et de meilleures techniques d'élevage. Plusieurs titres de sa bibliothèque portent sur les sciences agricoles, la climatologie, la médecine

vétérinaire, etc. Il reçoit une revue publiée à Albany (N.Y.), *The Plough Boy*, qui se veut un outil de vulgarisation des connaissances pratiques sur l'exploitation des fermes. Cette vision

concrète, économique et scientifique de l'agriculture situe le gouverneur dans la pensée des physiocrates du XVIII^e siècle, lesquels étaient des économistes qui cherchaient à faire de l'agriculture un secteur rentable de l'économie libérale.

Lord Dalhousie porte aussi une attention particulière aux ouvrages traitant d'horticulture. Cette curiosité pour la flore le pousse à tenter des expériences en envoyant en Grande-Bretagne des semences locales destinées à des jardins anglais. Il soutient également la création d'un jardin botanique à l'île Sainte-Hélène à Montréal. La comtesse de Dalhousie partage les goûts scientifiques de son époux et aime herboriser dans la campagne québécoise. Elle laisse à son départ de Québec en 1828 un remarquable herbier laurentien qu'elle a elle-même rassemblé⁵.

LES ARTS

On sait que le gouverneur Dalhousie était un mécène et un collectionneur avisé d'œuvres d'art⁶. Il encouragea de nombreux peintres et artistes dont plusieurs canadiens. Pourtant, les livres d'art ne sont pas nombreux dans

sa bibliothèque, mais ceux qu'il possède sont des éditions de grand luxe, comme une édition gravée des marbres antiques du British Museum. Certains de ses ouvrages de science ornés de planches et de gravures coloriées sont en eux-mêmes des trésors typographiques.

LES ÉTATS-UNIS

Pour un gouverneur anglais, les États-Unis sont un fascinant pays émergent qui mérite l'attention. Lord Dalhousie se documente assidûment sur les voisins du Sud, à l'heure où le président James Monroe développe une doctrine voulant que les puissances européennes ne doivent plus prétendre coloniser l'Amérique.

Plusieurs titres de la collection du gouverneur portent sur la géographie, l'histoire, la politique, la constitution, l'économie et les finances des États-Unis. Depuis 1818, Londres et Washington ont convenu d'une division frontalière, mais plusieurs secteurs demeurent litigieux, notamment du côté de l'État du Maine, créé en 1820. Le gouverneur possède certains documents concernant cette question, dont le livre du géographe William Darby, publié en 1819, qui aborde le sujet de la souveraineté territoriale avec la Grande-Bretagne.

Lord Dalhousie ne dédaigne pas les livres sur l'histoire de l'Europe et de l'Amérique. Il possède quelques ouvrages sur la Nouvelle-France, dont l'histoire du père Charlevoix publiée en 1744, et plusieurs monographies sur les Amérindiens. En 1824, il prend comme modèle la Société historique de New York, dont il reçoit les publications, pour fonder la Literary and Historical Society of Quebec. Son but est de stimuler les lettres, l'histoire et les sciences naturelles. Cette société, toujours existante, est la plus ancienne association du genre au Canada⁷.

LES CANAUX ET LA DÉFENSE COLONIALE

Les États-Unis l'inspirent aussi pour stimuler la construction de canaux qui, jusqu'à l'avènement des chemins de fer 20 ans plus tard, sont les moteurs des échanges commerciaux. Aux États-Unis, la construction du canal Érié, long de 500 km et reliant les Grands Lacs au fleuve Hudson, est l'un des plus imposants chantiers de l'époque. Le gouverneur possède plusieurs ouvrages traitant de canalisation. Ses lectures le convainquent de soutenir l'ouverture de cinq grands chantiers de canalisation dans les deux Canadas, dont ceux de Lachine, Welland et Rideau.

Aux ponts et aux canaux, Dalhousie joint l'art militaire et la défense de la colonie. Il préside à la construction de la citadelle de Québec⁸ et cherche à faire de la capitale du Bas-Canada un « Gibraltar d'Amérique ». Dans le catalogue de sa bibliothèque, on trouve plusieurs titres sur les guerres contemporaines et le dictionnaire encyclopédique militaire bilingue de James Charles (1765-1821), *An Universal Military Dictionary, in English and French* (Londres, T. Egerton, 1816), un ouvrage basé sur la théorie, l'observation et l'expérience de l'art militaire.

L'ACTUALITÉ POLITIQUE

Le gouverneur suit l'actualité politique avec la collection complète et à jour d'*Annual Register*, dont les numéros sont publiés chaque année depuis 1758. Il est aussi abonné à de prestigieuses revues telles l'*Edinburgh Review*, de tendance libérale, et la *Quarterly Review*, d'esprit plus conservateur. Les grandes œuvres politiques se trouvent sur ses rayons : celles de Montesquieu, de Francis Bacon, de Blackstone et du très martial roi de Prusse, Frédéric II.

L'ÉCOSSE ET LA LITTÉRATURE

La bibliothèque dalhousienne témoigne du profond attachement de son propriétaire à son Écosse natale. Il lit les romans de son ami et compatriote Walter Scott. Il affectionne les poésies bucoliques qui évoquent la campagne

écossaise, les légendes *scotes* et les traditions des *Highlanders*, figures emblématiques et militaires de l'Écosse.

Il apprécie les anthologies et les histoires littéraires, il possède, entre autres, les quatre tomes des *Archives littéraires de l'Europe, ou mélanges de littérature, d'histoire et de philosophie*, publiés à Paris entre 1804 et 1808. Il acquiert des recueils de pièces de Shakespeare et de Molière et le *Don Quichotte* de Cervantes, qu'il peut lire en espagnol.

Pour les connaissances générales, il se réfère à la cinquième édition de l'*Encyclopædia Britannica*, publiée à Londres en 20 volumes entre 1810 et 1817, un achat de grande valeur. Il possède en outre des ouvrages généraux comme *The Elements of Useful Knowledge*, de John Adams et d'Alexander Jamieson (Londres, 1817), livre illustré, accessible à un vaste public et qui s'inscrit dans le courant de vulgarisation de la culture générale, ou *The Domestic Encyclopædia*, d'Anthony Willich (Londres, 1802), qui se veut une encyclopédie pratique de la vie rurale.

Dalhousie affectionne les poésies bucoliques qui évoquent la campagne écossaise, les légendes *scotes* et les traditions des *Highlanders*

CONCLUSION

La bibliothèque du gouverneur du Bas-Canada était riche de titres en science pure et appliquée, d'ouvrages de culture et de politique. Cependant, ses livres qui lui parlaient de la nature et qui lui racontaient le monde ne lui ont pas fait comprendre l'évolution démocratique des sociétés de son siècle, tant en Europe qu'en Amérique. Ils ne lui ont pas fait percevoir les cris encore hésitants de l'espoir, selon la belle expression de Victor Hugo. En perpétuel conflit avec les parlementaires canadiens, lord Dalhousie fut nommé à un poste militaire en Inde en 1828 après qu'une pétition de 87 000 citoyens du Bas-Canada eut demandé son rappel au gouvernement britannique.

Le savoir s'épuise parfois au seuil de la pensée. Pour le comte de Dalhousie, le livre était un instrument de pouvoir qui lui inspirait des améliorations politiques, des applications économiques et d'habiles stratégies militaires; mais ses lectures le confortaient aussi dans sa vision aristocratique et hiérarchique du monde. Il aimait les lettres et favorisait l'éducation, mais il nourrissait toujours un profond mépris envers les populations qu'il administrait et il associait

leur opposition à de l'ingratitude, voire à de la rébellion. Il est demeuré un noble de l'Ancien Régime qui ne sentait pas le vent des libertés et qui, dans un siècle de révolutions, ne comprenait pas la force tellurique des peuples.

Pour en savoir davantage : Gilles Gallichan, « La bibliothèque personnelle du gouverneur Dalhousie », *Les Cahiers des Dix*, n° 65, 2011, p. 75-116.

Lancement de la troisième édition de l'ouvrage

La procédure parlementaire du Québec

Le 28 février 2012, Jacques Chagnon, président de l'Assemblée nationale du Québec, a lancé la troisième édition du livre *La procédure parlementaire du Québec*, à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

Selon lui, cet ouvrage est un « outil essentiel et incontournable pour comprendre le fonctionnement de notre institution et pour quiconque s'intéresse aux travaux parlementaires ».

Cette édition se distingue nettement des deux précédentes, parues respectivement en 2000 et en 2003, en raison de changements majeurs dans l'organisation et le fonctionnement de l'Assemblée et de ses commissions. Ces changements découlent notamment de l'élection, en 2007, du premier gouvernement minoritaire dans l'histoire contemporaine du Québec, de la présence d'un troisième groupe parlementaire, et de l'adoption, en avril 2009, d'une réforme importante du règlement de l'Assemblée et de ses règles de fonctionnement.

L'ouvrage est en vente à la Boutique de l'Assemblée nationale et il est accessible pour consultation sur le site Internet de l'Assemblée dans la section « Publications », <http://www.assnat.qc.ca/fr/publications/index.html>



1. Alphonse Dupront, « Livre et culture dans la société française du XVIII^e siècle », dans G. Bollème et autres, *Livre et société dans la France du XVIII^e siècle*, Paris, Mouton & Co, 1965, p. 185-238.
2. Walter Benjamin, Je déballe ma bibliothèque, cité par T. W. Ryback, *Dans la bibliothèque privée d'Hitler. Les livres qui ont modelé sa vie*, Paris, Cherche-Midi, 2009, p. 17.
3. Peter Burroughs, « Ramsay, George, 9^e comte de Dalhousie », DBC, www.biographi.ca
4. *Journaux de la Chambre d'assemblée du Bas-Canada*, 1^{re} session, 11^e législature, 1820-1821, séance du 10 décembre 1820, Québec, John Neilson, 1821, p. 33. Ses autres priorités sont les voies de communication, la milice, les terres de la Couronne, l'immigration, la colonisation et le développement du territoire.
5. « Catalogue of Canadian Plants collected in 1827 & presented to the Literary & Historical Society, by the R. H. the Countess of Dalhousie », *Transactions of the Literary & Historical Society of Quebec*, vol. 1, Québec, François Lemaitre, 1829, p. 255-261.
6. René Villeneuve, *Lord Dalhousie, mécène et collectionneur*, Ottawa, Musée des beaux-arts du Canada, 2008, 200 p.
7. Pour plus de renseignements sur cette société, consulter : <http://www.museevirtuel-virtualmuseum.ca/GetMuseumProfile.do?lang=en&chinCode=guaeow>
8. André Charbonneau et autres, *Québec, ville fortifiée du XVII^e au XIX^e siècle*, [Québec], Éditions du Pélican, 1982, p. 399-416; Serge Bernier et autres, *Québec, ville militaire 1608-2008*, Montréal, Art Global, 2008, p. 82-85, 194-222.

Les essais des boursiers de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant

Le mercredi 6 juin 2012, à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, se déroulait la cérémonie marquant la fin des stages des cinq boursiers de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant.

Christian Blais

Service de la recherche

À cette occasion, Marie-Joëlle Carbonneau, Olivier Côté, François Gagnon, André-Yanne Parent et Ludovic Soucisse ont déposé leur essai. Ils ont présenté à tour de rôle leur sujet relatif aux institutions politiques et parlementaires du Québec. Tous ont indiqué que leur recherche leur a permis de mieux comprendre le travail de nos députés.

Ces cinq essais, tous aussi intéressants les uns que les autres, sont disponibles pour consultation à la Bibliothèque de l'Assemblée ou par l'intermédiaire du site Internet de la Fondation (<http://www.fondationbonenfant.qc.ca/stages/essais.html>). Voici un aperçu de ces travaux.

Députés indépendants à l'Assemblée nationale : définition, impact sur le rôle de député et réflexions sur le parlementarisme,
par Marie-Joëlle Carbonneau

La forte présence de députés indépendants à l'Assemblée nationale en 2011-2012 a alimenté la réflexion sur le système parlementaire et la démocratie. Dans ce contexte, le statut de député indépendant est mis en lumière par M^{me} Carbonneau. Elle décrit les différents types de députés indépendants à travers le temps. Elle établit les principales différences entre un député indépendant – c'est-à-dire un député ne faisant partie d'aucun groupe parlementaire



Les boursiers 2011-2012 de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant. De gauche à droite : Ludovic Soucisse, Marie-Joëlle Carbonneau, Olivier Côté, André-Yanne Parent et François Gagnon.

Collection Assemblée nationale

reconnu à l'Assemblée nationale – et un député membre d'un groupe parlementaire. Elle se questionne aussi sur leur degré de légitimité. En particulier, l'auteure analyse la portée du statut de député indépendant sur les fonctions traditionnelles de l'élu (contrôleur, législateur, représentant). Elle dresse un portrait de sa prise de position dans l'espace public et médiatique. L'originalité de cette étude repose notamment sur des entretiens réalisés avec des députés indépendants et des députés membres de groupes parlementaires.

Politiciens, médias et cynisme politique
des citoyens : analyse comparative du
discours politique et des couvertures
médiatiques des débats des chefs
québécois de 1962 et de 2003,
par Olivier Côté

Comment l'évolution du discours politique et des pratiques journalistiques ont-ils contribué au déclin de la confiance des électeurs vis-à-vis des acteurs et des institutions politiques? Pour répondre à cette question, Olivier Côté compare les discours politiques des débats des chefs de 1962 et de 2003. L'auteur constate que le discours politique de 2003, plus que celui de 1962, tend à confondre l'électeur et suscite une certaine forme de cynisme politique chez les citoyens québécois.

S'ensuit une analyse qualitative et quantitative de la couverture médiatique des quotidiens *Le Devoir* et *La Presse*. Il y est question de la médiation journalistique des enjeux bruts exposés dans les débats. L'auteur souligne la préséance en 2003 d'un journalisme d'opinion, de la présentation de la performance des chefs et d'un journalisme de confrontation s'appuyant sur un cadrage des stratégies politiques de coulisses. Il conclut qu'il y est fait bien peu de cas des grands débats de société.

L'étude des crédits budgétaires en
commission comme reflet du contrôle
parlementaire,
par François Gagnon

L'étude des crédits budgétaires en commission est un mécanisme formellement codifié dans le processus budgétaire au Québec. Plus qu'un héritage de la lutte pour un gouvernement responsable, il s'agit d'un moment privilégié, en termes de priorités et de ressources, qui nous apprend beaucoup sur la nature même du contrôle parlementaire et sur les députés qui participent à l'exercice.

François Gagnon évalue l'étude des crédits budgétaires en commission en tant que mesure de contrôle, particulièrement lorsque comparée aux autres mesures de contrôle de l'exécutif par le législatif. Il avance toutefois que ce processus de contrôle reste fortement teinté par la répartition du temps de parole, par son caractère annuel et par l'ampleur même de ce mandat.

La relève politique québécoise :
portrait des jeunes élus de l'Assemblée
nationale,
par André-Yanne Parent

André-Yanne Parent brosse un portrait des jeunes élus de la 39^e législature du Québec à partir d'entrevues réalisées avec 16 d'entre eux. L'objectif est de mieux connaître la relève politique québécoise. L'approche qualitative utilisée permet de mettre en valeur la réflexion que ces députés portent sur leur parcours et leur expérience à l'Assemblée nationale. Elle vérifie, entre autres choses, si l'âge des députés influence l'exercice de leur fonction politique.

Par une démarche anthropologique, M^{me} Parent présente une intéressante réflexion sur le concept même de jeunesse en politique. Ce portrait de la composition sociodémographique de l'Assemblée nationale nous en apprend davantage sur les motivations et les aspirations des jeunes élus pour finalement constater que la jeunesse est « plurielle » à l'Assemblée nationale.

La presse hebdomadaire en région et les
députés québécois,
par Ludovic Soucisse

La presse hebdomadaire est-elle l'un des derniers remparts de l'information locale au Québec? Dans son essai, M. Soucisse

évalue l'espace médiatique réservé aux enjeux politiques dans deux éditions de seize hebdomadaires locaux des régions du Québec. Il montre que, entre les impératifs de couverture médiatique visant à mettre en valeur les idées politiques et ceux de production de nouvelles, il y a les citoyens qui, eux, n'ont droit qu'à une information segmentée.

L'auteur a interviewé douze parlementaires québécois pour comprendre leurs stratégies et leurs attentes en ce qui a trait au type de

couverture médiatique qu'ils reçoivent. Les résultats démontrent que, malgré leurs efforts, les députés ne reçoivent qu'une très faible couverture dans ces journaux qui, somme toute, ne réservent que peu d'espace aux nouvelles politiques en général. Est-ce que la venue des médias sociaux peut changer la donne et proposer une nouvelle méthode de communication entre les élus et leurs électeurs? D'après les entretiens réalisés par M. Soucisse, rien n'est moins certain.

Changevements à la direction de la Bibliothèque et au Service de la recherche

Le 30 août 2012, la directrice de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, M^{me} Hélène Galarneau, quittait son poste.



Hélène Galarneau

Photo : Christian Chevalier

M^{me} Galarneau, qui aura dirigé la Bibliothèque pendant deux ans, prend sa retraite après un parcours de plus d'une vingtaine d'années à l'Assemblée nationale. Au cours de sa carrière à l'Assemblée, elle aura également été directrice du Secrétariat des commissions, directrice des relations interparlementaires et internationales, et directrice des ressources humaines. Première femme à la tête de la Bibliothèque de l'Assemblée nationale, M^{me} Galarneau a fait du rayonnement de cette institution l'un de ses principaux objectifs. Dans sa gestion quotidienne, elle a favorisé une large circulation de l'information et un renforcement de la collaboration entre les différents services de la Bibliothèque.

À la suite de ce départ, M. Frédéric Fortin devient le seizième directeur de la Bibliothèque.

Ce changement fait partie d'un ajustement de la structure administrative de l'Assemblée nationale. Ainsi, le poste de directeur de la Bibliothèque est dorénavant jumelé à celui de directeur général des affaires institutionnelles, que M. Fortin occupe déjà. Il préside également le Comité directeur des projets en gestion de l'information numérique.

Après des études en économie et en science politique, il a été boursier de la Fondation Jean-Charles-Bonenfant. Il commença sa carrière à l'Assemblée nationale en 1996 à titre de conseiller à la Direction des relations interparlementaires et internationales. M. Fortin a agi comme conseiller au secrétaire général pendant deux ans. Il a aussi occupé différents postes de gestion.



Frédéric Fortin

Collection Assemblée nationale

Par ailleurs, au mois de juillet dernier, Martin Rochefort quittait l'Assemblée nationale après y avoir passé plus de vingt ans. Il a notamment dirigé le Service de la recherche de 2004 à 2011. D'abord historien, M. Rochefort a aussi une formation en administration publique. Il a notamment travaillé quelques années pour le Directeur général des élections, avant de se joindre à ce qui s'appelait en 1990 la Division de la recherche, dont il devenait coordonnateur en 2001 et directeur en 2004.

M. Rochefort a participé à divers titres aux trois éditions du *Dictionnaire des parlementaires du Québec*, en plus de faire partie pendant plusieurs années du comité de rédaction du *Bulletin*, dont le Service de la recherche a pris la responsabilité en 2007. En outre, il a jeté les bases d'un vaste projet de diffusion en ligne d'une somme de connaissances sur le parlementarisme québécois. Sur le plan du

contrôle parlementaire, M. Rochefort a vécu de près le tournant majeur pris par l'administration publique québécoise au cours des années 2000. C'est en grande partie sous sa gouverne que s'est développé le soutien offert par le Service de la recherche à la Commission de l'administration publique pour qu'elle assume le rôle que lui confie la loi quant à l'imputabilité des sous-ministres et des dirigeants d'organismes publics.

M. Jacques Gagnon succède à M. Rochefort à la tête du Service de la recherche, à l'automne 2011. Pour M. Gagnon, il s'agit d'un retour, puisqu'il a déjà été analyste puis coordonnateur des travaux de ce service. Il a aussi été directeur du Secrétariat de l'Assemblée.



Martin Rochefort
Photo : André Grenier

Donation du sénateur Serge Joyal à l'Assemblée nationale

Le 7 juin 2012, le sénateur Serge Joyal a offert à l'Assemblée nationale une canne à pommeau de vermeil qui a appartenu à Joseph-Adolphe Chapleau (1840-1898). Au cours de cette brève cérémonie, le président de l'Assemblée nationale, Jacques Chagnon, a chaleureusement remercié M. Joyal, mécène reconnu pour son engagement envers la protection et la mise en valeur du patrimoine artistique, historique et culturel du Québec.

Rappelons que Joseph-Adolphe Chapleau a été député de l'Assemblée législative de 1867 à 1882 et premier ministre du Québec de 1879 à 1882. La canne lui avait été offerte en 1882 par les députés Édouard Caron et Joseph Robillard.

Nous publierons en 2013 le texte de l'allocution du sénateur Joyal qui raconte l'histoire de cet objet patrimonial et explique la fonction que remplissait cet accessoire chez les bourgeois et les hommes de pouvoir à l'époque victorienne.



Collection Assemblée nationale

Acquisitions récentes

Section de la gestion des documents et des archives
Section des objets patrimoniaux et de la conservation

FONDS JEAN-MARIE NADEAU

Ce fonds d'archives témoigne de l'implication du militant politique Jean-Marie Nadeau au sein du Parti libéral du Québec pendant les années 1950 et offre un éclairage sur une époque particulièrement difficile pour cette formation politique. Il illustre notamment le rôle joué par Jean-Marie Nadeau dans la réorganisation des idées et de la structure du parti sous la présidence de Georges-Émile Lapalme et de Jean Lesage. On y trouve des informations concernant les congrès du parti, l'élaboration de programmes, les stratégies électorales ainsi que des notes et analyses personnelles concernant la politique québécoise et le gouvernement unioniste de Duplessis.



Vase à deux anses montrant l'hôtel du Parlement, vers 1900.

Collection Yves Beauregard
Assemblée nationale du Québec

Rappelons que Jean-Marie Nadeau fut candidat défait à la direction du Parti libéral contre Georges-Émile Lapalme, à l'occasion du congrès du parti en mai 1950. Il resta toutefois un joueur actif au sein du parti, notamment à titre de président de la Commission politique de 1952, jusqu'à son décès, dans un accident de la route, en 1960. Jean-Marie Nadeau fut également professeur d'économie et de politique à l'Université de Montréal et auteur d'ouvrages politiques.

COLLECTION YVES BEAUREGARD

À l'automne 2011, l'Assemblée nationale faisait l'acquisition de la collection Yves Beauregard, composée d'objets et de documents témoignant plus particulièrement de la vie politique et parlementaire québécoise des années 1850 à 1960. On y trouve notamment des photographies et des cartes postales de l'hôtel du Parlement, des documents promotionnels de partis politiques et une importante collection de médailles commémoratives des lieutenants-gouverneurs, des surintendants de l'Instruction publique et des ministres de l'Éducation du Québec.

Parmi les nombreux documents d'intérêt de cette collection, mentionnons un lot de photographies des familles Gouin, Mercier et Mercier-Gouin, des cartes stéréoscopiques de Louis-Prudent Vallée sur lesquelles figure l'hôtel du Parlement vers 1879 et trois albums de gravures des années 1880 représentant des attractions touristiques de la ville de Québec. Ce don de Yves Beauregard, directeur de la revue d'histoire *Cap-aux-Diamants*, comprend également un panneau sculpté et doré de l'ancienne tribune de la presse et divers objets décoratifs illustrant l'hôtel du Parlement.



Médaille du lieutenant-gouverneur
Louis-François-Rodrigue Masson, vers 1884.

Collection Yves Beauregard
Assemblée nationale du Québec



Assiette décorative en terre cuite, faite en Autriche, montrant le parlement et la Grande Allée depuis la porte Saint-Louis, vers 1900.

Collection Yves Beauregard
Assemblée nationale du Québec



Honoré Mercier, vers 1890.

Collection Yves Beauregard
Assemblée nationale du Québec



Léon-Mercier Gouin et Marcel Gouin, fils de Lomer Gouin et petits-fils d'Honoré Mercier (père), vers 1897.

Collection Yves Beauregard
Assemblée nationale du Québec



L'allée Grande Allée en direction ouest, vers 1880. Le drapeau au-dessus de la porte centrale indique que le lieutenant-gouverneur Théodore Robitaille occupe déjà le nouvel édifice. Louis-Prudent Vallée, carte stéréoscopique.

Collection Yves Beauregard
Assemblée nationale du Québec

Vote libre dans les parlements : bibliographie sélective

Claudette Robillard

Bibliothèque de l'Assemblée nationale

1. Busche, Heidi; Tollestrup, Jessica. **Revisiting Gender's Effect on Free Voting in the British House of Commons**. S.l.: s.n., 2012. 38 p.
<http://wpsa.research.pdx.edu/meet/2012/buscheandtollestrup.pdf>.
2. Charbonneau, Jean-Pierre. **Cessons ce cirque**. *L'Actualité*. (15 mars 2008), p. 32-34.
www.lactualite.com/20080221_143927_4272.
3. Cowley, Philip, (ed.). **Conscience and Parliament**. London: F. Cass, 1998. 204 p. (The Library of Legislative Studies). 361.61 '0941 C755 1998
4. Cowley, Philip. **Unbridled passions? Free votes, issues of conscience and the accountability of British Members of Parliament**. *Journal of Legislative Studies*. Vol. 4, n° 2 (1998), p. 70-88.
5. Flavelle, Lucinda; Kaye, Philip. **La discipline de parti et le vote en Chambre**. *Revue parlementaire canadienne*. Vol 9, n° 2 (été 1986), p. 1-24.
<http://www.revparl.ca/francais/issue.asp?param=117&art=665>.
6. Franks, C.E.S. **Free votes in the House of Commons: a problematic reform**. *Options politiques*. Vol. 18, n° 9 (novembre 1997), p. 33-36.
<http://www.irpp.org/po/archive/nov97/franks.pdf>.
7. Great Britain, House of Commons Library. **Free Votes [House of Commons 1997-2011]**. London: House of Commons Library, 2011. 6 p. (Standard Note: SN/PC/04793).
www.parliament.uk/briefing-papers/SN04793.pdf.
8. Grenier, André. **Le gouvernement responsable, la responsabilité collective et la confiance**. *Bulletin Bibliothèque de l'Assemblée nationale*. Vol. 39, n° 2 (Automne 2010), p. 11-16.
[http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/PER/811681/2010/Vol_39_no_2_\(automne_2010\).pdf](http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/01/PER/811681/2010/Vol_39_no_2_(automne_2010).pdf).
9. Lindsey, David Geoffrey. **Conscience voting in New Zealand**. Thèse de doctorat. Auckland, Australia: University of Auckland, Department of Political Studies, 2011. 285 p.
<https://researchspace.auckland.ac.nz/bitstream/handle/2292/6835/whole.pdf?sequence=2>.
10. Lundie, Rob; McKeown, Deirdre. **Free votes in Australian and some overseas parliaments**. Canberra, Australia: Department of the parliamentary library, 2002. 24 p. (Current Issues Brief: 1 2002-03).
http://parlinfo.aph.gov.au/parlInfo/download/library/prspub/69A76/upload_binary/69a766.pdf;fileType=application%2Fpdf#search=%22free%20votes%20in%20australian%22.
11. MacGregor, Steven. **Voting behaviour in the Scottish Parliament**. Dans *Elections, Public Opinion and Parties Annual Conference at the University of Essex, 10th-12th September 2010*. S.l.: s.n., 2010, p. 1-63.
http://www.essex.ac.uk/government/epop/Papers/Panel25/P25_MacGregor_EPOP2010.pdf.

12. McKeown, Deirdre; Lundie, Rob. Parliament of Australia. Department of Parliamentary Services. Parliamentary Library, **Conscience votes during the Howard Government 1996-2007**. Canberra, Australia: Parliamentary Library, 2009. 37 p. (Research Paper: 20).
<http://www.aph.gov.au/binaries/library/pubs/rp/2008-09/09rp20.pdf>.
13. Michaud, Félix-Antoine. **Vote libre et discipline de parti au Canada**. Québec : Université Laval, Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, 2011. 4 p.
http://www.fss.ulaval.ca/cms_recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/capsule_de_recherche_canada.pdf.
14. Michaud, Félix-Antoine. **Vote libre et discipline de parti au Royaume-Uni**. Québec : Université Laval, Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, 2011. 6 p.
www.fss.ulaval.ca/cms_recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/capsule_de_recherche_uk.pdf.
15. Michaud, Félix-Antoine. **Vote libre et discipline de parti en Australie**. Québec : Université Laval, Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, 2011. 4 p.
http://www.fss.ulaval.ca/cms_recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/capsule_de_recherche_australie.pdf.
16. Michaud, Félix-Antoine. **Vote libre et discipline de parti en Nouvelle-Zélande**. Québec : Université Laval, Chaire de recherche sur la démocratie et les institutions parlementaires, 2011. 4 p.
http://www.fss.ulaval.ca/cms_recherche/upload/chaire_democratie/fichiers/capsule_de_recherche_nz.pdf.
17. Overby, L. Marvin; Raymond, Christopher; Taydas, Zeynep. **Free votes, MPs, and constituents: the case of same-sex marriage in Canada**. *American Review of Canadian Studies*. Vol. 41, n° 4 (Winter 2011), p. 465-478.
18. Pagé, Sylvain; Lessard-Blais, Pierre. **Manifeste pour une nouvelle culture politique : une initiative de Sylvain Pagé, député de Labelle**. Québec : Sylvain Pagé, 2011. 36 p.
http://www.bibliotheque.assnat.qc.ca/DepotNumerique_v2/AffichageNotice.aspx?idn=15437.324.2714Q42011003
19. Potvin, Marc, **Le vote libre à l'Assemblée nationale, contraintes et perspectives**. s.l. : s.n., 1990. 34 p.
A11A8 F652 P68 1990
20. Pringle, Helen. **The greatest heights of Parliament? Conscience votes and the quality of parliamentary debate**. *Australasian Parliamentary Review* Vol. 23, n° 1 (Autumn 2008), p. 195-202.
http://www.aspg.org.au/journal/2008autumn_23_1/16-PRINGLE%20CONSCIENCE%20VOTES%20FINAL%20FROM%20AUTHOR%2026%20FEB.pdf.

Brèves

Décès d'un ancien parlementaire

- Le 2 août 2012, Jacques-Raymond Tremblay, député libéral d'Iberville de 1973 à 1976.

1^{er} janvier 2012

- Tous les articles du Code d'éthique et de déontologie des membres de l'Assemblée nationale sont dorénavant en vigueur.

10 janvier 2012

- Le député de La Prairie, François Rebello, quitte le caucus du Parti québécois. Il rejoint la Coalition avenir Québec. M. Rebello siège dorénavant comme député indépendant.

14 février 2012

- Le Directeur général des élections confirme la fusion de l'Action démocratique du Québec et de la Coalition avenir Québec. Le nouveau parti, la Coalition avenir Québec, succède aux droits et obligations des partis et instances fusionnés, notamment, l'allocation annuelle versée par le Directeur général des élections et la dette de l'Action démocratique.
- Reprise des travaux parlementaires de la 2^e session de la 39^e législature.
- Le président de l'Assemblée nationale, Jacques Chagnon, rend sa décision relativement au statut des députés affiliés à la Coalition avenir Québec (CAQ). Ils siégeront dorénavant comme indépendants. Cependant, ils figureront comme députés indépendants représentant la CAQ dans le *Journal des débats*, au Canal de l'Assemblée et dans le site Internet de l'Assemblée nationale.

28 février 2012

- Le président de l'Assemblée nationale, Jacques Chagnon, lance la 3^e édition du livre *La procédure parlementaire du Québec* à la Bibliothèque de l'Assemblée nationale.

20 mars 2012

- La ministre responsable de l'Administration gouvernementale et présidente du Conseil du trésor, Michelle Courchesne, dépose à l'Assemblée nationale le Budget de dépenses 2012-2013.
- Le ministre des Finances et ministre du Revenu, Raymond Bachand, prononce le discours sur le budget 2012-2013 du gouvernement du Québec.

22 mars 2012

- Les présidente et vice-présidente de la Commission spéciale sur la question de mourir dans la dignité, Maryse Gaudreault et Véronique Hivon, déposent à l'Assemblée nationale un rapport contenant 24 recommandations unanimes. Dans ce document, on préconise une bonification des soins palliatifs et une aide médicale à mourir pour des cas de souffrances exceptionnelles.

3 avril 2012

- À l'occasion des *Rendez-vous de la démocratie* un débat public est tenu sur un sujet de l'heure : *Les partis politiques favorisent-ils la démocratie?*

3 mai 2012

- Démission du député de LaFontaine. Tony Tomassi était député indépendant.

10 mai 2012

- À la suite d'actes de vandalisme dans le métro de Montréal, l'Assemblée nationale adopte à l'unanimité une motion condamnant sans réserve ces gestes.

14 mai 2012

- La ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport, Line Beauchamp, démissionne à la suite de négociations avortées avec les étudiants des cégeps et des universités qui contestent la hausse des droits de scolarité. M^{me} Beauchamp était députée de Bourassa-Sauvé. Elle occupait aussi le poste de vice-première ministre.
- Michelle Courchesne, présidente du Conseil du trésor et ministre de l'Administration gouvernementale, devient aussi vice-première ministre et ministre de l'Éducation, du Loisir et du Sport.

17 et 18 mai 2012

- L'Assemblée nationale se réunit en séance extraordinaire et adopte le projet de loi n^o 78, Loi permettant aux étudiants de recevoir l'enseignement dispensé par les établissements de niveau post-secondaire qu'ils fréquentent.

11 juin 2012

- À l'issue d'élections partielles, Roland Richer du Parti québécois est élu dans Argenteuil et Marc Tanguay du Parti libéral dans LaFontaine.

1^{er} août 2012

- Dissolution de la 39^e législature pour la tenue d'élections générales le 4 septembre 2012. À la prise du décret, la composition de la Chambre est la suivante : Parti libéral, 64 députés; Parti québécois, 47; Coalition avenir Québec, 9; Option nationale, 1; Québec solidaire, 1; et 2 députés indépendants. Le siège de Bourassa-Sauvé est vacant.
- De nouveaux mécanismes de votation hors circonscription sont mis en application pour la première fois lors d'une élection générale. Ces modalités précisent la notion de domicile et visent à favoriser l'exercice du droit de vote.

4 septembre 2012

- Élections générales. À noter que le scrutin se tient exceptionnellement un mardi, le lundi étant jour férié.
- À l'issue du scrutin, le Parti québécois remporte 54 sièges. Il formera un gouvernement minoritaire. L'opposition officielle sera constituée de 50 députés du Parti libéral, et le deuxième groupe d'opposition de 19 élus de la Coalition avenir Québec. Québec solidaire a remporté le suffrage dans deux circonscriptions.
- À sa prestation de serment, Pauline Marois deviendra la première femme élue première ministre de l'histoire du Québec.

5 septembre 2012

- Battu dans la circonscription de Sherbrooke, le premier ministre Jean Charest annonce qu'il quittera la vie politique le jour de l'assermentation du nouveau Conseil des ministres.



La décoration du hall d'entrée de l'hôtel du Parlement de Québec évoque les différentes origines de la population du Québec à la fin du XIX^e siècle. On peut y voir des emblèmes floraux, dont la rose anglaise, le chardon écossais et le trèfle irlandais.

Photos : Francesco Bellomo
Collection Assemblée nationale